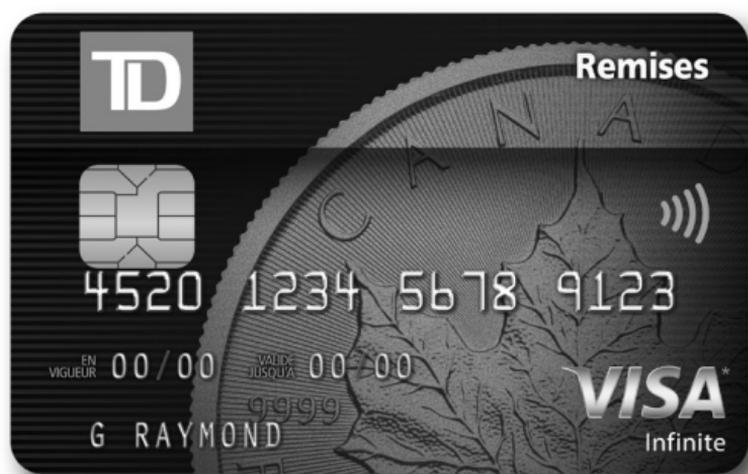


TD Canada Trust



Contrat du
titulaire de carte
Visa Infinite* TD Remises
et guide des
couvertures liées
aux avantages
de la carte



Contrat du titulaire de carte
Visa Infinite TD Remises
et guide des couvertures
liées aux avantages de la carte

*Le présent document contient
de l'information importante
et utile sur votre carte
Visa Infinite TD Remises.
Veuillez le conserver en lieu sûr pour
usage ultérieur. Vous trouverez
également un exemplaire du
présent document en ligne
pour consultation ultérieure à
tdcanadatrust.com*

Le présent document contient les rubriques suivantes :

- Contrat du titulaire de carte *Visa Infinite** TD Remises
 - Définitions..... 1
 - Utilisation du compte 2
 - Opérations non autorisées 4
 - Limite de crédit et dépassement de limite 4
 - Paiement minimum 5
 - Date d'échéance du paiement 5
 - Délai de grâce et intérêt 5
 - Opérations de change 7
 - Relevés..... 7
 - Communications 8
 - Cartes perdues ou volées..... 8
 - Paiements..... 8
 - Affectation des paiements 9
 - Nos droits si vous ne respectez pas le présent contrat 9
 - Paiements et crédits 10
 - Propriété de la carte 10
 - Responsabilité relative au service..... 10
 - Services électroniques : Utilisation et protection
d'une carte, d'un NIP ou d'un mot de passe..... 11
 - Responsabilité limitée en cas de dommages 12
 - Paiements préautorisés 13
 - Annulation d'une carte de titulaire de carte supplémentaire..... 13
 - Modifications apportées au présent contrat et au compte..... 13
 - Transfert de droits 15

○ Fin du présent contrat	15
○ Responsabilité	15
○ Intitulés	15
○ Divisibilité	15
○ Lois applicables.....	16
○ Convention sur la confidentialité	16
○ Si vous avez un problème ou une préoccupation	22
● Modalités du programme de remises TD.....	22
● Assurance médicale de voyage	26
● Assurance pour bagages en retard ou perdus.....	43
● Services d'assistance d'urgence en voyage.....	47
● Assurance collision/dommages (« CD ») pour les véhicules de location	49
● Assurance achats et protection de garantie prolongée.....	58

Le présent contrat du titulaire de carte est conclu entre vous et La Banque Toronto-Dominion (la « **Banque** », « **nous** », « **notre** », « **nos** » et « **nôtre** »). Il s'applique à la carte et au **compte**, y compris lorsque vous utilisez la carte ou le compte.

Si vous signez ou activez la carte ou utilisez la carte ou le compte, cela signifie que vous avez reçu et lu le présent contrat du titulaire de carte et la **déclaration**, lesquels constituent ensemble le **contrat** intervenu entre la Banque et vous-même.

Nous pouvons vous faire parvenir des modifications ou des versions de remplacement du présent contrat de temps à autre. Le présent contrat remplace tout contrat antérieur entre la Banque et vous-même.

1. DÉFINITIONS

Signification des **mots clés** suivants dans le présent contrat :

achat désigne toute opération autre qu'une avance de fonds.

avance de fonds désigne une opération dans le cadre de laquelle vous retirez des fonds du compte, y compris :

- au moyen de tout appareil comme un guichet automatique bancaire (un « **GAB** »), par téléphone, en ligne ou au moyen d'un appareil mobile;
- à nos succursales et à d'autres institutions financières;
- dans le cadre d'un transfert de solde;
- au moyen d'un chèque *Visa TD*;
- dans le cadre d'une opération analogue à une opération en espèces.

carte désigne la carte de crédit relative au compte que nous vous délivrons ou toute carte de renouvellement ou de remplacement.

chèque *Visa TD* désigne un chèque de carte de crédit que nous pouvons vous émettre avec votre consentement, que vous pouvez utiliser pour (i) payer des biens et des services avec votre carte ou (ii) transférer tout solde d'un autre compte de carte de crédit à votre compte. L'autre compte de carte de crédit ne peut être un compte de la Banque. Le taux d'intérêt annuel applicable à votre compte pour les avances de fonds s'applique à votre chèque *Visa TD*, à moins que nous vous offrions un taux d'intérêt promotionnel à l'égard du chèque *Visa TD*. Si vous acceptez l'offre promotionnelle à l'égard du chèque *Visa TD*, le présent contrat continuera de s'appliquer au chèque *Visa TD* et les modalités supplémentaires que nous indiquons dans l'offre promotionnelle s'y appliqueront également.

compte désigne le compte de carte de crédit que nous ouvrons et tenons pour la carte.

contrat désigne le présent contrat du titulaire de carte, la déclaration relative au compte et les modalités du programme de remises TD.

crédit disponible désigne le montant de crédit dont vous disposez à tout moment dans le compte. Il s'agit de la différence positive entre la limite de crédit et le solde impayé du compte.

date d'échéance du paiement désigne la date à laquelle vous devez effectuer le paiement, tel qu'elle est indiquée sur le relevé pour le compte.

déclaration désigne le document que nous vous remettons avec la carte, qui fournit des renseignements au sujet de la carte et du compte, en plus de ce que contient le contrat du titulaire de carte, comme les taux d'intérêt et les frais.

opération désigne toute utilisation d'une carte ou du compte pour acheter des biens ou des services ou pour porter toute autre dépense au compte, y compris un achat ou une avance de fonds.

opération analogue à une opération en espèces désigne l'achat d'effets semblables à des espèces et pouvant être convertis en espèces. Les opérations analogues à des opérations en espèces comprennent l'achat de jetons de casino, les mandats, les paiements par câble, les chèques de voyage et les opérations de jeu (y compris les paris, les paris hors-course et les paris sur les champs de course).

solde désigne le montant total de toutes les opérations et de tous les frais, intérêts et autres montants imputés au compte aux termes du présent contrat, moins les paiements et autres crédits portés à votre compte.

titulaire de carte désigne le titulaire de carte principal et tout titulaire de carte supplémentaire.

titulaire de carte principal désigne la personne qui a signé une demande de carte, dont le nom figure au compte et à qui une carte a été émise.

titulaire de carte supplémentaire désigne une personne à qui nous émettons une carte à la demande du titulaire de carte principal.

transfert de solde désigne une opération aux termes de laquelle vous nous demandez de transférer vers le compte tout solde impayé d'un autre compte de carte de crédit. L'autre compte de carte de crédit ne peut être un compte de la Banque. Un transfert de solde est considéré comme une avance de fonds. Le taux d'intérêt annuel applicable au compte pour les avances de fonds s'applique à votre transfert de solde, à moins que nous vous offrions un taux d'intérêt promotionnel à l'égard de votre transfert de solde. Si vous acceptez une offre promotionnelle à l'égard d'un transfert de solde, le présent contrat continuera de s'appliquer au transfert de solde, et les modalités supplémentaires que nous indiquons dans l'offre promotionnelle s'y appliqueront également.

vous, votre, vos et vôtre désignent chaque titulaire de carte ou un titulaire de carte supplémentaire.

2. UTILISATION DU COMPTE

Vous pouvez utiliser le compte pour :

- régler des achats;
- obtenir des avances de fonds;
- accéder à vos autres comptes auprès de la Banque ou de nos sociétés affiliées;
- toutes autres fins que nous autorisons.

Le titulaire de carte principal est responsable du remboursement du solde exigible à l'égard du compte et doit nous rembourser ce montant. Si vous souhaitez qu'un autre titulaire de carte ou qu'une autre personne vous rembourse tout montant réglé ou exigible à l'égard du compte, il est de

votre responsabilité, et non de celle de la Banque, de vous assurer que des arrangements appropriés ont été pris avec ce titulaire de carte ou cette autre personne.

Vous ne devez permettre à personne d'autre qu'un titulaire de carte d'utiliser le compte. Si un titulaire de carte permet à qui que ce soit d'autre d'utiliser le compte ou une carte, vous demeurez responsable de toute utilisation du compte ou d'une carte, même si un titulaire de carte voulait limiter cette utilisation.

Nous pouvons autoriser tout titulaire de carte à nous donner des directives à l'égard du compte sans devoir obtenir l'approbation des autres titulaires de carte ni les en aviser. Le titulaire de carte principal peut demander l'émission d'une carte à toute personne sans en aviser qui que ce soit d'autre. Nous pouvons limiter le nombre de cartes émises à l'égard du compte.

Lorsque vous payez des biens et des services avec votre numéro de carte sans présenter votre carte ni saisir votre NIP (par exemple, par la poste, par téléphone, par Internet, au moyen d'un appareil mobile ou par tout autre moyen de communication électronique), nous traiterons cette utilisation de la même façon que si vous aviez présenté votre carte.

Vous ne pouvez pas utiliser la carte avant la date « *Valable du* » ou après la date d'expiration qui y sont indiquées. Toutefois, si des montants sont imputés au compte avant la date « *Valable du* » ou après la date d'expiration, le titulaire de carte principal est responsable de ces montants et doit nous les payer.

Nous pouvons cesser de fournir des chèques *Visa TD* à tout moment. Nous pouvons également refuser de traiter tout chèque *Visa TD*. Nous ne permettons pas de faire opposition au paiement d'un chèque *Visa TD*.

Si vous utilisez la carte à l'extérieur du Canada pour retirer des fonds auprès de la Banque ou de nos sociétés affiliées, il est possible que le retrait soit considéré et traité comme une avance de fonds prélevée du compte de la carte plutôt que comme un retrait de votre autre compte, en raison de limites techniques dans certains pays.

Vous convenez de ne pas utiliser la carte ou le compte à une fin illicite ou frauduleuse.

Nous pouvons bloquer l'utilisation de la carte ou du compte sans préavis si nous soupçonnons une utilisation illicite, non autorisée ou frauduleuse du compte. Une telle utilisation illicite, non autorisée ou frauduleuse peut comprendre des opérations liées à des jeux d'argent en ligne, ou toute situation où nous avons des motifs raisonnables de bloquer votre utilisation.

Vous convenez de n'utiliser la carte ou le compte qu'à des fins personnelles, familiales ou domestiques et non pas à des fins commerciales.

Vous devriez savoir qu'en vertu de la réglementation de l'*Office of Foreign Assets Control* (« **OFAC** ») des États-Unis, les clients qui sont citoyens américains sont soumis à une réglementation qui restreint l'utilisation de leurs cartes dans certains territoires régis par l'OFAC ou à une réglementation similaire d'autres territoires qui s'applique à leurs citoyens.

3. OPÉRATIONS NON AUTORISÉES

Vous n'êtes pas responsable des opérations non autorisées. Une opération sera considérée comme « non autorisée » si nous procédons à une enquête et en venons à la conclusion que :

- Une personne autre que vous a utilisé le compte;
- Vous n'avez tiré aucun avantage de l'opération;
- Vous avez pleinement collaboré à notre enquête; et
- Vous avez rempli vos obligations aux termes du présent contrat, notamment celles prévues aux articles suivants :
 - i. « **Opérations non autorisées** »
 - ii. « **Utilisation du compte** »
 - iii. « **Services électroniques : Utilisation et protection d'une carte, d'un NIP ou d'un mot de passe** »
 - iv. « **Cartes perdues ou volées** ».

Vous n'êtes pas non plus responsable des opérations portées au compte après nous avoir avisés de la perte ou du vol d'une carte étant donné que nous considérons ces opérations comme des opérations non autorisées.

4. LIMITE DE CRÉDIT ET DÉPASSEMENT DE LIMITE

La limite de crédit initiale (la « **limite de crédit** ») figure dans la déclaration.

Nous pouvons réduire la limite de crédit à tout moment sans préavis. Nous n'augmenterons pas la limite de crédit avant d'avoir obtenu le consentement exprès du titulaire de carte principal à cet égard. Nous indiquons le crédit disponible sur le relevé. Votre crédit disponible pourrait ne pas être à jour à tout moment, notamment si un paiement ou une autre opération n'a pas encore été traité ou affiché dans le compte. Certains commerçants peuvent préautoriser le montant ou le montant estimatif d'un achat, ce qui réduira le crédit disponible.

Quoique nous établissions une limite de crédit pour votre compte, nous pouvons permettre, à titre de titulaire d'une carte *Visa Infinite* TD ou *Visa Infinite Privilège* TD, que le solde impayé de votre compte dépasse la limite de crédit pour des achats individuels. Cependant, avant de le faire, nous évaluerons ces achats, selon des critères tels que le soupçon d'une fraude, les antécédents de votre compte, vos antécédents de crédit et/ou de paiement.

Nous pouvons également permettre que le solde impayé de votre compte dépasse la limite de crédit pour d'autres opérations. Bien que nous puissions permettre, sans préavis, qu'une opération dépasse la limite de crédit, nous ne sommes pas tenus de le faire même si nous l'avons déjà fait auparavant.

Si nous autorisons une opération qui résulte en un dépassement de votre limite de crédit, vous devrez alors acquitter le paiement minimum exigé, plus le montant du solde qui dépasse la limite de crédit, au plus tard à la date d'échéance du paiement inscrite sur votre relevé mensuel. De plus, des frais de dépassement de limite peuvent être imputés au compte, tel qu'il est indiqué dans la déclaration. À noter que les frais de dépassement de limite seront imputés une seule fois pour la période visée par le relevé. Le titulaire de carte principal demeure responsable de la totalité du solde dû à l'égard du compte, que ce solde dépasse ou non la limite de crédit.

5. PAIEMENT MINIMUM

Vous devez payer au moins le montant du paiement minimum indiqué sur votre relevé au plus tard à la date d'échéance du paiement. Nous calculons le paiement minimum de la façon indiquée dans la déclaration.

6. DATE D'ÉCHÉANCE DU PAIEMENT

La date d'échéance du paiement est indiquée sur votre relevé. Elle tombe toujours au moins 21 jours après la date de votre relevé. Ce délai peut être prolongé selon votre activité de paiement. Par exemple, si nous ne recevons pas un paiement qui couvre le solde indiqué sur votre relevé au plus tard à la date d'échéance du paiement, la date d'échéance du paiement qui sera indiquée sur votre prochain relevé tombera 25 jours après votre date de relevé. **L'intérêt continue à courir au cours de cette période.** Lorsque nous recevons le paiement intégral de votre solde au plus tard à la date d'échéance du paiement, le nombre de jours compris entre la date du relevé et la date d'échéance du paiement de votre prochain relevé correspondra de nouveau au délai de grâce standard (le délai de grâce étant défini ci-après). Si la date d'échéance du paiement tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié au Canada, nous reporterons la date d'échéance du paiement au jour ouvrable suivant.

L'intérêt continue à courir au cours de cette période.

7. DÉLAI DE GRÂCE ET INTÉRÊT

Délai de grâce

Le délai de grâce commence le jour suivant votre date de relevé et se termine à votre date d'échéance du paiement (le « **délai de grâce** »). Vous disposez d'un délai de grâce d'au moins 21 jours pour effectuer votre paiement.

Période sans intérêt et délai de grâce à l'égard des nouveaux achats et des frais :

Nous n'imputerons pas d'intérêt sur les nouveaux achats et frais qui figurent pour la première fois sur votre relevé (les « **nouveaux achats** »), pourvu que nous recevions le paiement du solde qui figure sur votre relevé au plus tard à la date d'échéance du paiement. Si le montant de votre paiement est inférieur au solde qui figure sur votre relevé, l'intérêt sur les nouveaux achats commencera à courir à la date de l'opération et cessera de courir lorsque les nouveaux achats seront réglés intégralement.

Ce délai de grâce ne s'applique pas aux avances de fonds. Nous appliquons des intérêts aux avances de fonds comme il est décrit à l'article « **Intérêts sur les avances de fonds (y compris les transferts de solde, les opérations analogues à des opérations en espèces et les chèques Visa TD)** ».

Calcul et imputation de l'intérêt

L'intérêt est calculé en fonction du ou des taux d'intérêt annuels applicables, tel qu'il est indiqué initialement dans la déclaration.

Si des intérêts s'appliquent, nous calculons les intérêts comme suit :

- en additionnant le montant que vous devez chaque jour pour chaque catégorie d'opérations (par exemple, le montant de vos achats ou de vos avances de fonds), puis en divisant le total par le nombre de jours que comporte votre période visée par le relevé

(généralement 30 ou 31 jours). Il s'agit de votre solde quotidien moyen pour le montant que vous devez dans chaque catégorie d'opérations (le « solde quotidien moyen »).

- en multipliant le solde quotidien moyen par le taux d'intérêt quotidien applicable (le taux d'intérêt quotidien correspond au taux d'intérêt annuel divisé par 365 (ou 366 pour une année bissextile)) puis en multipliant le résultat par le nombre de jours que comporte votre période visée par le relevé.

Le total correspond au montant des intérêts que nous imputerons sur chaque relevé de compte au dernier jour de votre période visée par le relevé.

Si un taux d'intérêt quotidien différent s'applique au solde quotidien moyen, nous emploierons cet autre taux d'intérêt quotidien dans nos calculs (par exemple, un taux d'intérêt promotionnel sur les transferts de solde entraîne l'utilisation d'un taux d'intérêt quotidien différent de celui qui s'applique à vos achats réguliers).

Si des intérêts sont imputés, nous les imputons sur le montant que vous devez à partir de la date de l'opération jusqu'au remboursement intégral du montant.

Nous ajoutons vos frais d'intérêt impayés à votre solde à la fin de chaque période de relevé. En conséquence, nous imputons de l'intérêt sur l'intérêt impayé.

Si votre paiement minimum n'est pas reçu au plus tard à la date d'échéance du paiement indiquée sur votre relevé et avant la date à laquelle nous préparons votre prochain relevé mensuel à deux reprises au cours de 12 périodes de relevé consécutives, puis :

- a) Le ou les taux d'intérêt annuels applicables au compte augmenteront comme il est prévu dans la déclaration;**
- b) Vous perdrez l'avantage de bénéficier d'une offre promotionnelle de taux réduit visant le compte (incluant une offre qui vous est faite mais que vous n'avez pas encore acceptée).**

Le ou les taux majorés commenceront à s'appliquer le premier jour de la prochaine période de relevé suivant le deuxième paiement omis. Vous continuerez de payer ces taux d'intérêt majorés jusqu'à ce que vous ayez payé le paiement minimum au plus tard à la date d'échéance du paiement indiquée sur votre relevé et avant la date à laquelle nous préparons votre prochain relevé mensuel pendant 12 périodes de relevé consécutives. Par la suite, les taux d'intérêt seront ramenés aux taux d'intérêt annuels applicables à votre compte le premier jour de votre prochaine période de relevé suivant les 12 périodes de relevé consécutives.

Intérêts sur les avances de fonds (y compris les transferts de solde, les opérations analogues à des opérations en espèces et les chèques *Visa* TD)

Nous imputons toujours des intérêts sur les avances de fonds à compter de la date de l'avance de fonds jusqu'à ce que le montant de cette avance

soit réglé intégralement. Lorsque vous virez des fonds du compte au moyen d'un transfert de solde, effectuez une opération analogue à une opération en espèces ou utilisez un chèque *Visa TD*, nous traitons cette opération comme une avance de fonds. Pour vérifier si une opération sera traitée comme une avance de fonds, veuillez nous appeler au 1-800-983-8472 ou au 416-307-7722, à frais virés.

8. OPÉRATIONS DE CHANGE

Si vous utilisez le compte pour effectuer des achats ou obtenir des avances de fonds en dollars US, en euros, en livres sterling, en dollars australiens ou en pesos mexicains, la devise sera directement convertie en dollars canadiens avant l'imputation au compte. Si vous utilisez le compte pour effectuer des achats ou obtenir des avances de fonds dans n'importe quelle autre devise, celle-ci sera d'abord convertie en dollars US et ensuite en dollars canadiens avant l'imputation au compte. Les montants en devises portés au crédit du compte seront aussi convertis directement en dollars canadiens, ou d'abord en dollars US et ensuite en dollars canadiens, selon la devise visée comme il est indiqué précédemment.

Dans le cas des opérations de débit, la devise sera convertie en appliquant un taux établi par VISA, plus un pourcentage fixe comme l'indique la déclaration. Dans le cas des opérations de crédit, la devise sera convertie en appliquant un taux établi par VISA, moins un pourcentage fixe comme l'indique la déclaration. Par conséquent, dans le cas des opérations de crédit effectuées à l'égard d'opérations de débit connexes antérieures, le montant en dollars canadiens crédité sera, la plupart du temps, inférieur au montant en dollars canadiens initialement débité du compte. Le taux utilisé correspondra au taux en vigueur à la date d'inscription de l'opération au compte, et il pourrait différer du taux en vigueur à la date de l'opération.

Lorsque nous convertissons une opération, l'opération figurant sur votre relevé peut dans certains cas avoir été arrondie à la cinquième décimale près, même si nous avons employé le mode de calcul détaillé expliqué ci-dessus.

9. RELEVÉS

Nous fournissons un relevé s'il y a eu des activités dans le compte au cours du dernier mois ou si un solde est impayé. Toutefois, si, pendant une période de trois mois, il y a un solde créditeur sur le compte de moins de 10 \$ *et* qu'il n'y a pas eu d'activités dans le compte, nous pourrions remettre un relevé seulement à la fin de cette période de trois mois. Nous ne fournissons pas nécessairement les relevés le même jour de chaque mois *et*, par conséquent, la date d'échéance du paiement indiquée sur votre relevé pourrait ne pas toujours être la même.

Vous devez examiner chaque relevé attentivement dès que vous le recevez *et* nous aviser de toute erreur. Nous vérifierons les erreurs que vous nous signalez dans les 30 jours suivant la date du relevé.

Si vous ne nous avisez pas d'une erreur dans les 30 jours suivant la date du relevé, nous considérerons que le relevé, tous les éléments qui y figurent ainsi que nos registres sont exacts (à l'exception de toute somme ayant été créditée au compte par erreur). Vous ne pourrez donc pas faire de réclamation contre la Banque à l'égard d'un élément de votre relevé au delà de cette période de 30 jours.

10. COMMUNICATIONS

Nous enverrons les relevés et les autres communications par courrier ordinaire au titulaire de carte principal à son adresse qui figure dans nos dossiers. Avec le consentement du titulaire de carte principal, et si nous le jugeons opportun, nous pouvons aussi utiliser d'autres moyens de communication, y compris la transmission par voie électronique, pour envoyer les relevés et les autres communications. Nous pouvons également envoyer des copies des relevés et des autres communications à un titulaire de carte supplémentaire, si une telle demande nous est présentée ou que nous sommes obligés de le faire en vertu de la loi. Le titulaire de carte principal et chaque titulaire de carte supplémentaire conviennent que nous pouvons fournir le relevé, toute information sur le relevé ou toute autre communication ou information au sujet du compte à tout titulaire de carte sans en aviser les autres titulaires de carte.

Nous considérons que la transmission d'une communication au titulaire de carte principal a valeur de transmission à l'ensemble des titulaires de carte.

Vous devez nous aviser immédiatement de tout changement d'adresse ou de toute autre information pour que nous puissions tenir nos dossiers à jour. Nous déclinons toute responsabilité si le titulaire de carte principal ne reçoit pas un relevé ou une autre communication envoyé en utilisant l'adresse ou les autres coordonnées qui figurent dans nos dossiers. Pour notre protection mutuelle, nous pourrions enregistrer les appels téléphoniques ayant trait au compte.

En cas de fraude réelle ou soupçonnée à l'égard du compte, nous pouvons communiquer avec vous par téléphone, par courrier, par courriel, par message texte ou par tout autre moyen de communication électronique.

11. CARTES PERDUES OU VOLÉES

Vous devez nous aviser immédiatement par téléphone ou par écrit si vous savez ou croyez qu'une carte a été perdue ou volée, ou si vous savez ou croyez que votre carte ou votre compte sont utilisés sans votre autorisation. Veuillez nous joindre au numéro sans frais 1-800-983-8472 ou nous appeler à frais virés au 416-307-7722. Une fois que vous nous avez avisés que votre carte a été perdue ou volée, ou que votre carte ou votre compte a été utilisé sans votre autorisation, nous pourrions empêcher l'utilisation de cette carte et du numéro de compte.

12. PAIEMENTS

Nous devons recevoir votre paiement au plus tard à chaque date d'échéance du paiement figurant sur votre relevé. Vous pouvez effectuer un paiement au compte à tout moment.

Les paiements effectués par la poste ou à la succursale, par GAB ou par les services bancaires en ligne d'une autre institution financière peuvent prendre plusieurs jours avant de nous parvenir. Il vous incombe de vous assurer que votre paiement nous parvienne au plus tard à la date d'échéance du paiement. Si un paiement est effectué pendant nos heures normales d'ouverture, nous le traitons comme un paiement effectué le même jour; sinon, nous le traitons comme un paiement reçu le jour ouvrable suivant.

13. AFFECTATION DES PAIEMENTS

Nous affecterons les paiements reçus à l'égard de votre compte d'abord au paiement minimum, dans l'ordre suivant :

- 1) premièrement, à l'intérêt figurant sur votre relevé;
- 2) deuxièmement, aux frais figurant sur votre relevé;
- 3) troisièmement, aux opérations qui figurent sur votre relevé, y compris tout montant qui dépasse votre limite de crédit ou les montants échus;
- 4) quatrièmement, aux frais et aux autres opérations qui ne figurent pas encore sur votre relevé.

Dans chacune des catégories 1) à 4) susmentionnées, les montants visés par les taux d'intérêt les plus bas seront payés avant les montants visés par les taux d'intérêt les plus hauts.

Si, une fois que nous avons appliqué le paiement à votre paiement minimum, vous payez plus que votre paiement minimum, nous affecterons l'excédent au solde restant sur votre relevé, de la manière suivante :

- i. Tous les éléments ayant le ou les mêmes taux d'intérêt seront placés dans la même catégorie. Par exemple, si votre solde est composé d'achats et de transferts de solde à un taux promotionnel, tous les éléments portant intérêt à votre taux habituel pour les achats seront placés dans une même catégorie, et tous les éléments assortis du taux promotionnel applicable aux transferts de solde seront placés dans une autre catégorie en raison du taux d'intérêt différent qui s'y applique.
- ii. Nous affecterons ensuite l'excédent aux différentes catégories de taux d'intérêt indiquées ci-dessus à l'alinéa i. selon le pourcentage (%) que le montant dans chaque catégorie représente par rapport au solde restant. Par exemple, si le montant de votre catégorie d'achat représente 70 % de votre solde restant et que le montant de votre catégorie de transfert de solde à un taux promotionnel représente 30 % de votre solde restant, nous affectons 70 % de votre excédent de paiement au montant de votre catégorie d'achat et 30 % de votre excédent de paiement au montant de votre catégorie de transfert de solde à taux promotionnel.

Si vous payez plus que votre solde indiqué sur votre relevé, nous affectons votre excédent de paiement aux opérations qui ne figurent pas encore sur votre relevé, en suivant la méthode décrite ci-dessus aux fins de paiement du solde restant.

Nous pouvons affecter tout paiement partiel ou paiement en retard que nous recevons sans compromettre les droits que nous avons aux termes du contrat ou en vertu de la loi de recouvrer tous les montants qui nous sont dus à l'égard du compte.

14. NOS DROITS SI VOUS NE RESPECTEZ PAS LE PRÉSENT CONTRAT

Si vous n'effectuez pas le paiement minimum au plus tard à la date d'échéance du paiement figurant sur votre relevé, si vous ne respectez pas de quelque façon que ce soit le présent contrat, ou s'il survient un

événement qui nous porte à croire que vous ne serez pas en mesure d'effectuer le paiement ou de respecter le présent contrat :

- a) nous pouvons exiger que vous payiez immédiatement la totalité du solde du compte, plus l'intérêt sur ce solde au taux ou aux taux d'intérêt annuels pour le compte à ce moment-là;
- b) nous pouvons, sans vous en aviser, prélever des sommes d'argent sur tout autre compte que vous détenez auprès de nous ou de l'un des membres de notre groupe, y compris tout membre du Groupe Banque TD, et l'affecter au paiement du montant qui nous est dû;
- c) vous devez payer tous nos frais juridiques sur une base avocat-client (notamment les frais juridiques de nos conseillers juridiques internes) engagés pour tenter de recouvrer ce qui nous est dû.

15. PAIEMENTS ET CRÉDITS

Si le compte affiche un solde excédentaire que nous vous devons (un « solde créditeur »), nous ne vous paierons pas d'intérêt sur ce solde créditeur. Un solde créditeur n'est pas assuré comme l'est un dépôt. Le solde créditeur d'un compte n'augmente pas votre crédit disponible ni votre limite de crédit.

Nous n'assumons aucune responsabilité si vous ne pouvez pas avoir accès aux fonds du compte ou au solde créditeur. Vous ne devez déposer ni chèque ni autre instrument au compte dans le but d'obtenir une avance de fonds ou utiliser autrement le compte si vous avez des raisons de croire que le chèque ou cet autre instrument ne sera pas compensé.

16. PROPRIÉTÉ DE LA CARTE

La carte demeure notre propriété. Nous pouvons annuler ou reprendre la carte ou exiger que vous nous la retourniez à tout moment.

17. RESPONSABILITÉ RELATIVE AU SERVICE

En cas de problème relativement aux achats portés au compte, vous devez le régler directement avec le commerçant. Vous devez tout de même nous payer intégralement le montant de l'achat, même si vous avez un différend avec le commerçant.

Si un commerçant vous accorde un remboursement et nous fait parvenir une note de crédit, nous créditerons le compte du montant de ce remboursement. Toutefois, si de l'intérêt a été imputé au titre de l'opération que vous contestez auprès du commerçant, nous ne rembourserons pas l'intérêt imputé. Nous ne traitons pas les crédits accordés par des commerçants comme des paiements.

Nous ne sommes pas responsables des avantages, des services et des couvertures que fournissent d'autres sociétés à l'égard du compte. Vous devez nous payer tout montant imputé au compte pour ces avantages, services et couvertures. Ces avantages, services et couvertures sont assortis de leurs propres modalités fixées par les sociétés qui les offrent. Vous devez régler tout litige à leur égard directement avec ces sociétés.

Si nous portons un crédit au compte, vous acceptez que les droits et les réclamations nous soient automatiquement cédés et acceptez également de coopérer avec nous en signant tout document attestant cette cession

avant que nous portions le crédit au compte. Cependant, nous ne sommes pas tenus de porter le crédit au compte et, si nous le faisons, cela ne signifiera pas que nous porterons un crédit au compte par la suite.

18. SERVICES ÉLECTRONIQUES : UTILISATION ET PROTECTION D'UNE CARTE, D'UN NIP OU D'UN MOT DE PASSE

Le présent article s'applique à votre utilisation d'une carte ou du compte, y compris si nous vous permettons d'avoir accès à la carte ou au compte, ou de les utiliser, au moyen d'un code d'identification personnel, comme un numéro d'identification personnel (un « **NIP** ») ou un code ID de connexion, un mot de passe, un code d'identification ou autre type d'identification (ensemble le « **mot de passe** »), au moyen d'un terminal (y compris un terminal qui accepte les cartes de paiement sans contact) ou de toute autre machine comme un GAB, par téléphone, par Internet ou au moyen d'un autre service électronique, y compris un appareil mobile sans fil.

- a) L'accès au compte ou son utilisation par les services bancaires téléphoniques BanqueTel, les services bancaires par Internet BanqueNet, les services bancaires au moyen de l'application mobile ou pour acquitter électroniquement des factures sont régis par les Modalités des services financiers de la Banque si le titulaire de carte a signé une Convention de services financiers, ou par les *Modalités relatives à l'utilisation des cartes et des services électroniques bancaires*, dans le cas contraire.
- b) Utilisation et protection de la carte, du NIP et du mot de passe — Vous êtes responsable de l'utilisation et de la protection de la carte, du NIP et du mot de passe. Vous devez les conserver de façon sécuritaire en tout temps. Aux termes de cette obligation, vous devez :
 - garder la carte en votre possession;
 - garder votre NIP et votre mot de passe dans un endroit distinct de la carte;
 - assurer la stricte confidentialité de votre NIP et de votre mot de passe;
 - prendre toutes les précautions nécessaires afin de vous assurer que personne ne découvre votre NIP ou votre mot de passe, y compris lorsque vous les composez sur un GAB une autre machine ou un appareil sans fil;
 - éviter de choisir, comme NIP ou mot de passe, des combinaisons de chiffres qui pourraient être facilement découvertes par d'autres, comme des dates d'anniversaire, des numéros de téléphone, l'âge, le numéro d'assurance sociale, etc.;
 - vous assurer que chaque NIP ou mot de passe est unique;
 - communiquer avec nous immédiatement si votre carte est perdue ou volée, ou si une personne autre que vous apprend votre NIP ou votre mot de passe.
- c) Votre responsabilité relativement à l'utilisation de la carte, du NIP et du mot de passe — Vous êtes responsable de toutes les activités autorisées ou autres opérations relatives à l'utilisation de la carte,

du NIP ou du mot de passe, par toute personne, y compris toute erreur de saisie ou tout dépôt frauduleux ou sans valeur à un GAB ou au moyen d'une autre machine ou d'un autre appareil. Lorsque vous nous avisez sans délai de la perte ou du vol de votre carte, ou du fait qu'une personne non autorisée connaît votre NIP ou votre mot de passe, nous bloquerons l'utilisation de la carte, du NIP ou de l'appareil, pour éviter l'utilisation de votre numéro de compte. Veuillez vous reporter à l'article « **Opérations non autorisées** » pour plus de détails sur votre responsabilité en cas d'opérations non autorisées.

- d) **Activité dans le compte** — Nos dossiers constituent la preuve définitive de l'utilisation d'une carte ou du compte, notamment les services électroniques. Ils constituent la preuve de votre demande écrite pour l'exécution d'une opération. Même si vous recevez un reçu d'opération ou une autre confirmation provenant d'un GAB, d'une autre machine ou d'un autre appareil, les points suivants s'appliqueront quand même à toutes les opérations ou à toute autre activité dans le compte :
- L'acceptation, le compte et la vérification que nous effectuons à l'égard des opérations ou des dépôts sont considérés comme exacts et exécutoires à moins d'une erreur évidente;
 - Nous pourrions porter au crédit ou au débit du compte les opérations ou toute autre activité dans le compte effectuées par l'intermédiaire d'un GAB, d'une autre machine ou d'un autre appareil, à une date que nous déterminerons. Cette date peut être différente de la date à laquelle vous avez utilisé le GAB, toute autre machine ou tout autre appareil.
- e) **Vérfié par Visa** — Vous devez vous inscrire au programme *Vérfié par Visa** et l'utiliser si vous voulez accéder au compte pour effectuer des opérations par Internet ou utiliser ce compte auprès des commerçants participants au programme *Vérfié par Visa*. Les Modalités d'utilisation du programme *Vérfié par Visa* s'appliquent lorsque vous accédez au compte ou utilisez le compte au moyen du programme *Vérfié par Visa*.

19. RESPONSABILITÉ LIMITÉE EN CAS DE DOMMAGES

Nous ne sommes pas responsables des dommages (y compris les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs) découlant :

- de tout défaut ou mauvais fonctionnement, ainsi que de toute erreur ou inaccessibilité d'une carte, d'un GAB, d'un terminal ou d'une autre machine ou d'un autre équipement, y compris un appareil mobile; ou
- du fait que, pour quelque raison que ce soit, votre carte n'est pas acceptée ou que, pour toute autre raison, vous ne pouvez pas utiliser le compte, même si nous savions que le préjudice était susceptible de survenir ou que le préjudice découlait de notre négligence ou de celle de nos employés, mandataires ou représentants.

20. PAIEMENTS PRÉAUTORISÉS

Le titulaire de carte principal est responsable de tous les paiements préautorisés (« **PPA** ») portés au compte, ce qui comprend ceux portés au compte avant l'annulation du contrat ou après la fin du contrat, et les PPA portés au compte par un titulaire de carte supplémentaire, ainsi que ceux portés au compte après l'annulation d'une carte de titulaire de carte supplémentaire, à moins que le commerçant n'ait reçu une demande écrite de votre part en vue de l'annulation du PPA avant qu'il ait été porté au compte.

Il vous incombe de communiquer par écrit avec un commerçant si vous souhaitez faire annuler un PPA, puis de vérifier le relevé afin de vous assurer que le PPA a été annulé. Si le PPA n'est pas annulé, nous pourrions être en mesure de vous aider si vous fournissez une copie de la demande d'annulation écrite que vous avez fait parvenir au commerçant. Vous devez fournir à un commerçant des renseignements complets, exacts et à jour à l'égard de tout PPA, notamment si le numéro ou la date d'échéance de votre carte change. Cependant, si vous avez établi un PPA avec un commerçant et que le numéro ou la date d'expiration de votre carte change, vous convenez que nous pouvons, sans y être tenus, fournir à ce commerçant le nouveau numéro ou la nouvelle date d'expiration de votre carte, notamment au moyen du service de mise à jour qui nous est offert par le réseau de cartes de paiement associé à votre carte. Nous n'assumons aucune responsabilité si un PPA ne peut pas être porté au compte, et vous devez régler, directement avec le commerçant, tout conflit et toute dette qui peuvent découler des opérations relatives aux PPA.

21. ANNULATION D'UNE CARTE DE TITULAIRE DE CARTE SUPPLÉMENTAIRE

Nous pouvons annuler une carte de titulaire de carte supplémentaire, ou limiter l'accès au compte par un titulaire de carte supplémentaire, à tout moment sans préavis. Le titulaire de carte principal peut également nous demander d'annuler une carte du titulaire de carte supplémentaire. Le titulaire de carte principal doit alors récupérer et détruire la carte du titulaire de carte supplémentaire ou confirmer que la carte du titulaire de carte supplémentaire est en sa possession. Un titulaire de carte supplémentaire peut également nous demander d'annuler sa propre carte de titulaire de carte supplémentaire.

Le titulaire de carte principal demeure responsable de nous payer tous les montants exigibles à l'égard du compte au titre des opérations effectuées par un titulaire de carte supplémentaire, même si la carte du titulaire de carte supplémentaire est annulée ou que le titulaire de carte principal est dans l'impossibilité d'annuler, d'obtenir ou de détruire la carte du titulaire de carte supplémentaire.

22. MODIFICATIONS APPORTÉES AU PRÉSENT CONTRAT ET AU COMPTE

a) Modifications apportées aux frais

Vos frais annuels habituels, le ou les taux d'intérêt annuels applicables au compte ainsi que les autres frais portés au débit du compte figurent dans la déclaration relative au compte initiale. Nous pouvons hausser vos frais annuels, le ou les taux d'intérêt annuels applicables au compte ainsi que

les autres frais portés au débit du compte et, si nous le faisons, nous vous donnerons un préavis tel que l'exige la loi.

b) Toutes autres modifications

Nous pouvons apporter, à l'occasion, des modifications au présent contrat, y compris des modifications aux modalités du programme de remises TD (le « **programme** ») et aux certificats d'assurance (les « **certificats** »), plus précisément comme suit :

- i. Modifier l'utilisation du compte, ainsi que les avantages, les services et les couvertures qui y sont associés;
- ii. Modifier l'article sur la limite de crédit du contrat;
- iii. Modifier l'article sur le paiement minimum du contrat;
- iv. Modifier l'article sur la date d'échéance du paiement du contrat;
- v. Modifier l'article sur le délai de grâce et l'intérêt du contrat;
- vi. Modifier la méthode de calcul d'intérêt et/ou de paiement que nous utilisons à l'égard du compte;
- vii. Modifier l'article sur les opérations non autorisées du contrat;
- viii. Modifier l'article sur les opérations de change du contrat;
- ix. Modifier l'article sur les services électroniques : utilisation et protection d'une carte, d'un NIP ou d'un mot de passe du contrat;
- x. Modifier l'article sur les paiements préautorisés du contrat;
- xi. Modifier l'article sur l'annulation d'une carte de titulaire de carte supplémentaire du contrat;
- xii. Modifier l'article sur la convention sur la confidentialité du contrat;
- xiii. Modifier les moyens que nous utilisons pour communiquer avec vous;
- xiv. Modifier la façon dont nous appliquons des paiements au compte;
- xv. Modifier nos droits et responsabilités aux termes du contrat;
- xvi. Modifier nos droits et responsabilités à l'égard des avantages, des services et des couvertures associés au compte;
- xvii. Modifier la nature et les dispositions du programme concernant : (1) les règles, les règlements, les modalités, les limitations, les avantages et les options d'échange du programme; (2) l'accumulation, l'expiration et les taux d'accumulation des dollars de remise; (3) l'annulation des dollars de remise ou les modifications qui y sont apportées; (4) l'abolition des dollars de remise; et (5) la résiliation du programme; et
- xviii. Modifier l'utilisation des certificats, ainsi que les avantages, les services et les couvertures qui y sont associés.

c) Préavis relatif aux modifications

Dans le présent contrat, chacune des modifications énumérées ci-dessus à l'alinéa **b) Toutes autres modifications** est appelée individuellement une « **modification** » et collectivement les « **modifications** ».

Si nous apportons une modification, nous vous donnerons un préavis écrit d'au moins trente (30) jours avant que la modification n'entre en vigueur (le « **préavis** »). Le préavis sera clair et lisible et :

- i. ne présentera que la nouvelle disposition, ou présentera la disposition modifiée ainsi que la disposition dans son libellé antérieur;
- ii. indiquera la date à laquelle la modification entre en vigueur; et

- iii. énoncera que si vous ne souhaitez pas accepter la modification, vous pouvez résilier le contrat sans frais, pénalité ou indemnité d'annulation si la modification donne lieu à une augmentation de vos obligations ou à une diminution des nôtres.

Vous pouvez refuser la modification et résilier le contrat en nous informant de votre intention de le faire au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la modification. Si c'est le cas, vous êtes tenu de payer le solde exigible du compte au moment de la résiliation, mais ce solde ne tiendra compte d'aucune modification ni d'aucuns frais appliqués en raison de la modification. Le présent *sous article c) Préavis relatif aux modifications* ne s'applique pas au *sous-article a) Modifications apportées aux frais* ci-dessus.

Nous ne sommes pas tenus de vous fournir un préavis écrit relativement à toute résiliation du contrat, du compte ou du programme si la résiliation est attribuable à une mauvaise utilisation du présent contrat ou du programme ou au non-respect de ces derniers de votre part, si vous faites une fausse déclaration à l'égard des renseignements que vous nous fournissez ou si vous vous comportez d'une façon qui nous est préjudiciable ou préjudiciable aux intérêts associés au compte, au contrat ou au programme.

23. TRANSFERT DE DROITS

Nous pouvons transférer, vendre ou céder autrement l'ensemble de nos droits aux termes du présent contrat. Le cas échéant, nous pouvons divulguer des renseignements sur vous et sur le compte au cessionnaire de nos droits.

24. FIN DU PRÉSENT CONTRAT

Nous pouvons mettre fin au présent contrat, fermer le compte ou limiter votre droit d'accéder au compte, à tout moment sans préavis. Le titulaire de carte principal peut également mettre fin au présent contrat en nous avisant.

Malgré l'annulation du présent contrat, le titulaire de carte principal demeure responsable de payer la totalité des sommes exigibles à l'égard du compte.

Quand le présent contrat prend fin, les avantages, les services et les couvertures prennent automatiquement fin, ou peuvent être annulés ou modifiés à notre gré.

25. RESPONSABILITÉ

Le titulaire de carte principal sera responsable du paiement de tous les montants qui nous sont dus aux termes du présent contrat, notamment les opérations effectuées par un titulaire de carte supplémentaire.

26. INTITULÉS

Tous les intitulés du présent contrat sont ajoutés à des fins de commodité et ne modifient pas le sens des articles du présent contrat.

27. DIVISIBILITÉ

Si un tribunal conclut qu'une partie du présent contrat est invalide ou non exécutoire, le reste du contrat demeure valide.

28. LOIS APPLICABLES

Les lois de la province ou du territoire du Canada où vous résidez ou avez résidé le plus récemment, de même que les lois du Canada, s'appliquent au présent contrat. Si vous n'avez pas vécu au Canada, les lois de la province d'Ontario et du Canada s'appliquent au présent contrat.

29. CONVENTION SUR LA CONFIDENTIALITÉ

Dans le présent article, les termes « vous », « votre » et « vos » désignent toute personne, ou le représentant autorisé de cette personne, nous ayant demandé un produit, service ou compte que nous offrons au Canada ou nous ayant offert une garantie à l'égard d'un tel produit, service ou compte. Les termes « nous », « notre » et « nos » désignent le Groupe Banque TD (« la TD »). La TD comprend La Banque Toronto-Dominion et ses sociétés affiliées à l'échelle mondiale, qui offrent des produits et services de dépôts, de placements, de prêts, de valeurs mobilières, de fiducie, d'assurance et d'autres produits et services. Le terme « renseignements » désigne les renseignements personnels, financiers ou autres à votre sujet que vous nous avez fournis et que nous avons obtenus auprès de parties à l'extérieur de la TD, notamment par le biais des produits et services que vous utilisez.

Vous reconnaissez, autorisez et acceptez ce qui suit :

COLLECTE ET UTILISATION DE VOS RENSEIGNEMENTS –

Au moment où vous demandez d'établir une relation avec nous et au cours de cette relation, nous pouvons recueillir des renseignements tels que les suivants :

- des détails à votre sujet et sur vos antécédents, notamment vos nom, adresse, coordonnées, date de naissance, profession et autres éléments d'identification
- les dossiers des transactions que vous avez conclues avec nous ou par notre entremise
- vos préférences et activités.

Ces renseignements peuvent être recueillis auprès de vous ou de sources au sein de la TD ou à l'extérieur de la TD, notamment les suivantes :

- organismes et registres gouvernementaux, autorités chargées de l'application de la loi et archives publiques
- agences d'évaluation du crédit
- autres institutions financières ou établissements de crédit
- organisations avec lesquelles vous avez pris des arrangements, d'autres fournisseurs de services ou intermédiaires de service, dont les réseaux de cartes de paiement
- personnes ou organisations que vous avez données en référence ou autres renseignements que vous avez fournis
- personnes autorisées à agir en votre nom en vertu d'un mandat ou de tout autre instrument juridique
- vos interactions avec nous, y compris en personne, par téléphone, par GAB, au moyen d'un appareil mobile, par courriel ou par Internet

- les dossiers des transactions que vous avez conclues avec nous ou par notre entremise.

Vous autorisez, par les présentes, la collecte de renseignements auprès de ces sources et, le cas échéant, vous autorisez ces sources à nous transmettre des renseignements.

Nous restreindrons la collecte et l'utilisation de renseignements à ceux qui sont nécessaires pour vous servir et pour gérer nos affaires, notamment aux fins suivantes :

- vérifier votre identité
- évaluer et traiter votre demande, vos comptes, vos opérations et vos rapports
- vous fournir des services ainsi que des renseignements relativement à nos produits et services, et relativement aux comptes que vous détenez auprès de nous
- analyser vos besoins et activités afin de vous fournir de meilleurs services et de mettre au point de nouveaux produits et services
- assurer votre protection et la nôtre contre la fraude et les erreurs
- évaluer et gérer nos risques, nos opérations et notre relation avec vous
- nous aider à recouvrer une dette ou à faire exécuter une obligation que vous avez contractée envers nous
- nous conformer aux lois applicables et aux exigences réglementaires, y compris celles des organismes d'autoréglementation.

DIVULGATION DE VOS RENSEIGNEMENTS –

Nous pouvons divulguer des renseignements, notamment dans les circonstances suivantes :

- avec votre consentement
- en réponse à une ordonnance d'un tribunal, à un mandat de perquisition ou à toute autre demande que nous jugerons valide
- en réponse aux demandes de renseignements d'organismes de réglementation (y compris des organismes d'autoréglementation dont nous sommes membres ou participants) ou afin de satisfaire aux exigences légales et réglementaires auxquelles nous sommes assujettis
- lorsque le destinataire est un fournisseur, un agent ou un autre organisme qui se charge de la prestation de services pour vous, pour nous ou en notre nom, à des réseaux de cartes de paiement afin d'exploiter ou d'administrer le système de cartes de paiement qui appuie les produits ou les services que nous vous fournissons ou les comptes que vous détenez auprès de nous (y compris des produits ou services fournis ou offerts par le système de cartes de paiement relativement aux produits ou aux services que nous vous fournissons ou aux comptes que vous détenez auprès de nous), ou dans le cadre de concours ou d'autres promotions qu'ils peuvent vous offrir

- à tout titulaire de carte supplémentaire au nom duquel vous demandez une carte
- lors du décès d'un titulaire de compte conjoint avec droit de survie, nous pouvons communiquer des renseignements relatifs au compte conjoint jusqu'à la date du décès au représentant de la succession de la personne décédée, sauf au Québec où le liquidateur a droit à tous les renseignements relatifs au compte jusqu'à la date du décès et après la date du décès
- lorsque nous achetons une entreprise ou vendons une partie ou la totalité de notre entreprise ou lorsque nous envisageons pareille opération
- lorsque nous recouvrons une dette ou faisons exécuter une obligation que vous avez contractée envers nous
- lorsque la loi le permet.

PARTAGE DES RENSEIGNEMENTS AU SEIN DE LA TD –

Au sein de la TD, nous pouvons partager des renseignements à l'échelle mondiale, autres que des renseignements sur la santé, aux fins suivantes :

- pour gérer votre relation globale avec la TD, y compris l'administration de vos comptes et le maintien de renseignements cohérents à votre sujet
- pour gérer et évaluer nos risques et activités, y compris pour recouvrer une dette que vous avez contractée envers nous
- pour nous conformer à des exigences légales et réglementaires.

Vous ne pouvez révoquer votre consentement à l'égard de telles fins.

Au sein de la TD, nous pouvons également partager des renseignements à l'échelle mondiale, autres que des renseignements sur la santé, pour permettre aux autres secteurs d'affaires de la TD de vous informer de nos produits et services. Pour savoir comment nous utilisons vos renseignements à des fins de marketing et comment vous pouvez révoquer votre consentement, reportez-vous à l'article « Marketing » ci-après.

AUTRES CAS DE COLLECTE, D'UTILISATION ET DE DIVULGATION

Numéro d'assurance sociale (NAS) – Si vous demandez des produits, des comptes ou des services qui pourraient générer de l'intérêt ou un revenu de placement, nous vous demanderons de nous fournir votre NAS pour nous conformer aux exigences de déclaration de revenu.

Ces exigences sont imposées en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Si nous vous demandons de nous fournir votre NAS pour d'autres types de produits et services, vous avez le choix de ne pas le divulguer. En nous divulguant votre NAS, vous nous permettez de l'utiliser pour vérifier votre identité et distinguer vos renseignements de ceux d'autres clients dont le nom est semblable au vôtre, y compris les renseignements obtenus dans le cadre d'une approbation de crédit. Vous avez le choix de ne pas le divulguer dans le cadre de la vérification de votre identité auprès d'une agence d'évaluation du crédit.

Agences d'évaluation du crédit et autres prêteurs –
Si vous détenez avec nous une carte de crédit, une ligne de

crédit, un prêt, un prêt hypothécaire ou une autre facilité de crédit, des services de commerçants, ou encore un compte de dépôt avec protection contre les découverts ou limites de retenue, de retrait ou d'opération, nous échangerons des renseignements et des rapports à votre sujet avec des agences d'évaluation du crédit et avec d'autres prêteurs au moment du dépôt d'une demande de votre part et tout au long de son traitement, puis de façon périodique afin d'évaluer et de vérifier votre solvabilité, de fixer des limites de crédit ou de retenue, de nous aider à recouvrer une dette ou à faire exécuter une obligation que vous avez contractée envers nous et/ou de gérer et d'évaluer nos risques. Vous pouvez nous demander de ne pas effectuer une vérification de crédit dans le cadre de notre étude de votre demande de crédit. Dès que nous vous avons accordé une telle facilité ou un tel produit, et pendant un délai raisonnable par la suite, nous pouvons de temps à autre divulguer vos renseignements à d'autres prêteurs et à des agences d'évaluation du crédit qui en font la demande. En procédant ainsi, nous facilitons l'établissement de vos antécédents de crédit ainsi que le processus d'octroi et de traitement du crédit. Nous pouvons obtenir des renseignements et des rapports à votre sujet auprès d'Equifax Canada Inc., de Trans Union du Canada, Inc. ou de toute autre agence d'évaluation du crédit. Vous pouvez avoir accès à vos renseignements personnels contenus dans leurs dossiers et y faire apporter des corrections en communiquant avec eux directement par l'entremise de leur site Web respectif : www.consumer.equifax.ca et www.transunion.ca. Si vous avez présenté une demande en vue d'obtenir l'un de nos produits de crédit, vous ne pouvez pas retirer votre consentement à cet échange de renseignements.

Fraude – Afin de prévenir, de détecter ou d'éliminer l'exploitation financière, la fraude et les activités criminelles, de protéger nos actifs et nos intérêts, de nous aider dans le cadre de toute enquête interne ou externe visant des activités suspectes ou potentiellement illégales, de présenter une défense ou de conclure un règlement à l'égard de toute perte réelle ou éventuelle relativement à ce qui précède, nous pouvons utiliser vos renseignements, en faire la collecte auprès de toute personne ou organisation, de toute agence de prévention des fraudes, de tout organisme de réglementation ou gouvernemental, de l'exploitant de toute base de données ou de tout registre servant à vérifier des renseignements fournis en les comparant avec des renseignements d'autres sources, ou d'autres sociétés d'assurance ou institutions financières ou établissements de crédit, et les divulguer à ceux-ci. À de telles fins, vos renseignements peuvent être mis en commun avec les données appartenant à d'autres personnes et faire l'objet d'analyses de données.

Assurance – Le présent article s'applique si : vous présentez une demande pour un produit d'assurance que nous assurons, réassurons, administrons ou vendons; vous demandez une présélection à l'égard d'un tel produit; vous modifiez ou présentez une demande de règlement en vertu d'un tel produit; ou vous avez inclus un tel produit avec un produit ou un service que nous vous fournissons ou un compte que vous détenez auprès de nous. Nous pouvons recueillir, utiliser, divulguer et conserver vos

renseignements, y compris des renseignements sur la santé. Nous pouvons recueillir ces renseignements auprès de vous ou de tout professionnel de la santé, établissement de santé, compagnie d'assurance, organisme gouvernemental, organisation qui gère des banques de données d'information publique, ou des bureaux d'information sur les assurances, notamment MIB Group, Inc. et le Bureau d'assurance du Canada, qui connaissent vos renseignements.

Pour ce qui est de l'assurance-vie et maladie, nous pouvons également obtenir un rapport d'enquête personnel dressé dans le cadre de la vérification et/ou de l'authentification des renseignements que vous avez fournis dans votre demande ou dans le cadre du processus de réclamation.

Pour ce qui est de l'assurance habitation et automobile, nous pouvons également obtenir des renseignements à votre sujet auprès d'agences d'évaluation du crédit au moment de votre demande, tout au long du processus de traitement de cette demande, puis de façon périodique afin de vérifier votre solvabilité, d'effectuer une analyse de risque et d'établir votre prime.

Nous pouvons utiliser vos renseignements pour :

- vérifier votre admissibilité à la protection d'assurance
- gérer votre assurance et notre relation avec vous
- établir votre prime d'assurance
- faire une enquête au sujet de vos réclamations et les régler
- évaluer et gérer nos risques et activités.

Nous pouvons communiquer vos renseignements à tout professionnel de la santé, établissement de santé, compagnie d'assurance, organisation qui gère des banques de données d'information publique ou bureau d'information sur les assurances, y compris MIB Group, Inc. et le Bureau d'assurance du Canada, afin de leur permettre de répondre correctement aux questions lorsqu'ils nous fournissent des renseignements à votre sujet. Nous pouvons communiquer les résultats d'exams de laboratoire concernant des maladies infectieuses aux autorités en matière de santé publique appropriées.

Les renseignements concernant votre santé recueillis aux fins susmentionnées ne seront pas partagés au sein de la TD, sauf dans la mesure où une société de la TD assure, réassure, gère ou vend une protection pertinente et que la divulgation des renseignements est requise aux fins susmentionnées. Vos renseignements, y compris les renseignements concernant votre santé, peuvent toutefois être divulgués aux administrateurs, aux fournisseurs de services, aux réassureurs et aux assureurs et réassureurs éventuels de nos activités d'assurance, ainsi qu'à leurs administrateurs et fournisseurs de services à ces fins.

Marketing – Nous pouvons aussi utiliser vos renseignements à des fins de marketing, notamment les suivantes :

- vous informer d'autres produits et services qui pourraient vous intéresser, y compris ceux qui sont offerts par d'autres secteurs d'affaires au sein de la TD ou des tiers que nous sélectionnons
- déterminer votre admissibilité à des concours, à des enquêtes ou à des promotions

- effectuer des recherches, des analyses, des modélisations et des enquêtes visant à évaluer votre satisfaction à notre égard et à mettre au point des produits et services
- communiquer avec vous par téléphone, par télécopieur, par message texte ou par tout autre moyen électronique, ou par dispositif de composition et d'annonce automatique, aux numéros que vous nous avez fournis, ou par GAB, par Internet, par la poste, par courriel ou par d'autres moyens.

En ce qui concerne le marketing, vous avez le choix de ne pas nous permettre :

- de vous communiquer à l'occasion, par téléphone, par télécopieur, par message texte, par GAB, par Internet, par la poste, par courriel ou par tous ces moyens, des offres qui pourraient vous intéresser
- de vous contacter dans le cadre de recherches ou d'enquêtes sur la clientèle.

Conversations téléphoniques et par Internet — Il est possible que vos conversations téléphoniques avec nos représentants, vos clavardages en direct avec des agents ou les messages que vous nous envoyez par des médias sociaux soient écoutés et/ou enregistrés afin d'assurer votre protection et la nôtre, d'améliorer le service à la clientèle et de confirmer nos discussions avec vous.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

La présente Convention sur la confidentialité des renseignements personnels doit être lue conjointement avec notre Code de protection de la vie privée. Vous reconnaissez que le Code de protection de la vie privée fait partie intégrante de la Convention sur la confidentialité des renseignements personnels. Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de la présente Convention sur la confidentialité des renseignements personnels et de nos pratiques en matière de respect de la confidentialité, consultez le site www.td.com/vieprivee ou communiquez avec nous pour en obtenir un exemplaire.

Vous reconnaissez par la présente que nous pouvons modifier à l'occasion la présente Convention sur la confidentialité des renseignements personnels et notre Code de protection de la vie privée. Nous publierons le Code de protection de la vie privée et la Convention sur la confidentialité des renseignements personnels révisés à l'adresse Web ci-dessus. Nous pouvons aussi les rendre disponibles dans nos succursales ou autres établissements, ou encore vous les faire parvenir par la poste. Vous reconnaissez et déclarez être liés par de telles modifications.

Si vous souhaitez retirer votre consentement en vertu de l'une ou l'autre des options de retrait prévues par la présente Convention sur la confidentialité des renseignements personnels, vous pouvez communiquer avec nous au numéro suivant : 1-866-567-8888. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ces options, veuillez prendre connaissance de notre Code de protection de la vie privée.

30. SI VOUS AVEZ UN PROBLÈME OU UNE PRÉOCCUPATION

Si vous avez un problème ou une préoccupation, vous pouvez communiquer avec nous sans frais en composant le 1-800-895-4463, par courriel** à l'adresse customer.service@td.com ou en vous présentant dans l'une de nos succursales. Pour de plus amples renseignements sur notre processus de traitement des plaintes, visitez l'adresse www.td.com.

Agence de la consommation en matière financière du Canada

— Si vous avez une plainte à formuler au sujet d'une infraction potentielle aux lois sur la protection du consommateur, d'un engagement public ou d'un code de conduite sectoriel, vous pouvez communiquer par écrit avec l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (« **ACFC** ») au 6^e étage, Immeuble Enterprise, 427, av. Laurier Ouest, Ottawa (Ontario) K1R 1B9. Vous pouvez aussi communiquer avec l'ACFC par téléphone au 1-866-461-2232 (en anglais au 1-866-461-3222) ou par son site Web à l'adresse www.fcac-acfc.gc.ca. L'ACFC déterminera si nous respectons les lois applicables; elle ne résoudra pas cependant les plaintes individuelles des consommateurs.

**Pour votre protection, n'envoyez pas de renseignements confidentiels ou personnels (comme votre numéro de compte) par courriel, puisque ce mode de communication n'est pas sûr. Si votre demande est urgente ou exige la divulgation de renseignements personnels ou confidentiels pour y répondre, veuillez nous téléphoner.

MODALITÉS DU PROGRAMME DE REMISES TD

Aux termes du programme de remises TD (le « **programme** »), nous verserons une remise en argent à l'égard des achats portés au compte (les « **dollars de remise** ») comme suit :

1. 1,0 % en dollars de remise à l'égard de tous les achats portés au compte (la « **remise standard** »);
2. 3 % en dollars de remise à l'égard de tous les achats à l'épicerie portés au compte (la « **remise épicerie** ») jusqu'à un plafond annuel de 15 000 \$ d'achats à l'épicerie; et
3. 3 % en dollars de remise à l'égard de tous les achats d'essence portés au compte (la « **remise essence** ») jusqu'à un plafond annuel de 15 000 \$ d'achats d'essence.

Il est également possible d'accumuler des dollars de remise relativement aux PPA effectués dans le cadre du compte comme suit :

1. 3 % en dollars de remise relativement aux PPA (la « **remise PPA** ») jusqu'à un plafond annuel de 15 000 \$ de PPA.

Les frais, les avances de fonds (y compris les transferts de solde, les opérations analogues à des opérations en espèces ou les chèques *Visa TD*), les frais d'intérêt, les services optionnels, les remboursements, les rabais ou autres crédits similaires ne permettent pas d'accumuler des dollars de remise.

« **achats à l'épicerie** » désigne un achat à l'épicerie ou d'articles d'épicerie, notamment les achats effectués dans des épiceries, chaque achat devant être effectué auprès d'un commerçant faisant partie du

réseau *Visa* et ayant un code catégorie de commerçant (« **CCC** ») qui identifie le commerçant dans la catégorie « épicerie ».

« **achats d'essence** » désigne un achat d'essence ou des services achetés à une station-service, chaque achat devant être effectué auprès d'un commerçant faisant partie du réseau *Visa* et ayant un code catégorie de commerçant qui identifie le commerçant dans la catégorie « essence ».

Veillez communiquer avec la TD si vous souhaitez confirmer le CCC qui s'applique à un commerçant donné ou si l'achat constitue un achat à l'épicerie ou un achat d'essence. Si vous avez accumulé des dollars de remise jusqu'à concurrence du plafond annuel d'achats à l'épicerie ou d'achats d'essence portés à votre compte (du 1^{er} janvier au 31 décembre) ou si votre achat ne constitue pas un achat à l'épicerie ou un achat d'essence, vous accumulerez des dollars de remise selon le taux standard qui s'applique à tous les autres achats portés au compte tel qu'il est décrit ci-dessus. La remise épicerie, la remise essence et la remise PPA remplacent le taux standard applicable aux dollars de remise accumulées à l'égard de tous les autres achats portés au compte et ne s'ajoutent pas à celui-ci.

Le titulaire de carte principal ou un titulaire de carte supplémentaire peut utiliser les dollars de remise qui sont payables comme suit.

En portant des dollars de remise au crédit du compte (sur demande à tout moment ou annuellement) : Le titulaire de carte principal peut utiliser les dollars de remise en nous demandant de les porter au compte : (i) à tout moment à condition que le montant des dollars de remise au moment de la demande soit d'au moins 25,00 \$; ou (ii) sur une base annuelle (aucun montant minimum ne s'applique). Si un échange annuel est choisi, nous porterons les dollars de remise au crédit du compte au mois de janvier de l'année suivante et nous calculerons les dollars de remise selon les dollars de remise cumulés et non échangés au cours de la période d'accumulation annuelle précédente (de janvier à janvier) qui prend fin à la date de facturation ou au prochain jour ouvrable si la date de facturation tombe un samedi, un dimanche ou un congé férié au Canada. Si aucune demande d'utiliser des dollars de remise (que ce soit sur une base annuelle ou à tout autre moment) n'est présentée, les dollars de remise continueront de s'accumuler jusqu'à ce que le titulaire de carte ou le titulaire de carte supplémentaire décide de présenter une telle demande.

Pour que nous donnions suite aux directives d'échange et portions les dollars de remise au crédit du compte, le compte doit être ouvert et en règle, et le titulaire de carte principal ne doit pas se trouver en défaut aux termes du présent contrat.

Nous avons le droit de nous fier aux premières directives d'échange que nous recevons, que ce soit de la part du titulaire de carte principal ou d'un titulaire de carte supplémentaire, et nos méthodes de chronométrage électronique seront définitives quant à l'établissement du moment et du jour où nous recevons les directives d'échange.

Dollars de remise – Autres options d'échange

Nous pouvons vous permettre d'utiliser les dollars de remise d'autres manières (les « **autres options d'échange** ») pour obtenir des articles autres comme de la marchandise et des services (la « **marchandise** »). Si nous permettons un tel échange, vous accepterez les autres modalités

relatives à cette autre option d'échange (les « **modalités d'échange supplémentaires** ») qui s'appliqueront en sus des présentes modalités du programme de remises TD. La marchandise est fournie par des fournisseurs tiers, et nous déclinons toute responsabilité à l'égard de la marchandise. Nous n'avons aucune obligation d'offrir d'autres options d'échange et nous pouvons annuler ces autres options d'échange que nous offrons ou y apporter des modifications à tout moment à notre seule appréciation.

Solde en dollars de remise

Nous vous enverrons un relevé de solde en dollars de remise (le « **solde en DR** ») avec le relevé mensuel du compte. Vous devez promptement et attentivement examiner le solde en DR et nous aviser par écrit de toute erreur. En cas d'erreur, notre seule responsabilité sera de la corriger. Si vous ne nous avisez pas d'une erreur dans les trente (30) jours suivant la date du relevé mensuel du compte, le solde en DR sera considéré comme exact, et vous ne pourrez plus déposer une plainte auprès de la Banque relativement à votre solde en DR. Cependant, nous pouvons redresser le solde en DR sur le compte en tout temps.

Expiration des dollars de remise et fermeture de compte

Les dollars de remise n'expireront pas tant que le compte est ouvert et en règle et que le présent contrat demeure valide.

Dans le cas où nous mettrions fin au présent contrat ou fermerions le compte pour quelque raison que ce soit, tous les dollars de remise du solde en DR à la date à laquelle on met fin au contrat ou à la date à laquelle le compte est fermé expireront sur-le-champ à notre seule appréciation.

Si le titulaire de carte principal met fin au contrat ou ferme le compte (la « **fermeture de compte** »), le titulaire de carte doit en premier lieu appliquer les dollars de remise du solde en DR au remboursement du solde du compte jusqu'à ce que le solde du compte soit entièrement remboursé. Une fois que le solde du compte a été entièrement remboursé, si le solde en DR est positif, le titulaire de carte a 90 jours à partir de la date de fermeture de compte pour échanger les dollars de remise du solde en DR comme suit :

1. Si les dollars de remise du solde en DR est d'au moins 25 \$, le titulaire de carte peut :
 - a. échanger les dollars de remise à l'aide d'autres options d'échange; ou
 - b. nous demander de lui faire parvenir un chèque pour l'intégralité des dollars de remise.
2. Si les dollars de remise du solde en DR est de moins de 25 \$, le titulaire de carte peut uniquement échanger les dollars de remise selon d'autres options d'échange.

Les dollars de remise qui ne sont pas échangés tel qu'il est décrit ci-dessus dans les 90 jours suivant la date de fermeture de compte expireront et seront annulés.

Si nous offrons d'autres options d'échange vous permettant d'acheter de la marchandise, les modalités d'échange additionnelles qui s'appliqueront peuvent stipuler que si le coût de la marchandise est supérieur au solde en DR, vous serez tenu de régler la différence à l'aide d'une carte de crédit TD.

Dollars de remise et transferts de produit

Si le compte est en règle et que le titulaire de carte principal transfère à un autre compte de carte de crédit offrant des remises TD la « **nouvelle carte Remises** », nous transférerons le solde en DR à la nouvelle carte Remises. Si le compte est en règle et que le titulaire de carte principal transfère à une carte de crédit TD qui n'est pas une carte de crédit offrant des remises TD (la « **nouvelle carte de crédit** »), le titulaire de carte principal doit dans les 90 jours suivant le transfert soit :

- a. porter les dollars de remise du solde en DR en date du transfert au crédit de la nouvelle carte de crédit; ou
- b. échanger les dollars de remise du solde en DR en date du transfert selon une autre option d'échange.

Les dollars de remise expireront et seront annulés au 90^e jour suivant la date du transfert. Nous pouvons reporter l'expiration des dollars de remise, et ce report ne créera aucun précédent quant à l'expiration future des dollars de remise.

Dollars de remise – taxes

Le règlement des taxes qui découlent des dollars de remise relève uniquement du titulaire de carte principal.

Dollars de remise en cas de divorce ou de séparation

Les dollars de remise ne peuvent pas être divisés ou transférés en cas de séparation ou de divorce.

Dollars de remise en cas de décès

Dès que la Banque reçoit un avis de décès du titulaire de carte principal, la Banque appliquera les dollars de remise du solde en DR en date du décès du titulaire de carte principal au solde du compte jusqu'à son remboursement intégral. Dès que le solde du compte est entièrement remboursé :

- i. si le solde en DR renferme des dollars de remise et que la Banque est informée du décès du titulaire de carte principal dans l'année qui suit la date du décès, la Banque fera parvenir au liquidateur testamentaire ou au fiduciaire de la succession du titulaire de carte principal un chèque payable à la succession qui correspond au montant restant des dollars de remise.
- ii. si le solde en DR renferme des dollars de remise et que la Banque est informée du décès du titulaire de carte principal plus d'une année après la date du décès, les dollars de remise figurant dans le solde en DR seront perdus.

Interprétation

Nous aurons le pouvoir final de décision quant à l'interprétation de tous les règlements et avantages ainsi que toutes les règles, dispositions, modalités et restrictions du programme tel qu'il est décrit dans le présent contrat.

Modifications

Nous pouvons apporter des modifications au programme conformément à l'article 22- **MODIFICATIONS APPORTÉES AU PRÉSENT CONTRAT ET AU COMPTE.**

ASSURANCE MÉDICALE DE VOYAGE

Pour des *voyages assurés* de 10 jours ou moins pour les personnes âgées de moins de 65 ans et des *voyages assurés* de 4 jours ou moins pour les personnes âgées de 65 ans ou plus.

*offerte par TD, Compagnie d'assurance-vie
320 Front Street West, 3rd Floor
Toronto (Ontario) M5V 3B6*

Certificat d'assurance

Le présent *certificat* s'applique à la carte *Visa Infinite* TD Remises.

Le TD, Compagnie d'assurance-vie (« TD Vie ») fournit l'assurance à l'égard du présent *certificat* aux termes de la *police collective* n° **TGV002** (la « **police collective** »). *Notre administrateur* gère l'assurance pour le compte de TD Vie, fournit de l'assistance en matière de soins médicaux et de demandes de règlement, effectue le règlement des demandes de règlement et assure les services administratifs aux termes de la *police collective*.

Le présent *certificat* représente une source importante d'information. Veuillez le lire attentivement et l'apporter avec vous lorsque vous voyagez.

AVIS IMPORTANT – VEUILLEZ LE LIRE ATTENTIVEMENT

- L'assurance voyage est conçue pour couvrir des pertes liées à des circonstances soudaines et imprévisibles. Il est important que vous lisiez et compreniez votre *certificat* avant de voyager parce que votre couverture peut faire l'objet de certaines restrictions ou exclusions.
- Il est possible que votre *police* n'offre aucune couverture à l'égard des troubles médicaux et/ou des symptômes qui existaient avant le début de votre voyage. Vous devez confirmer si cette absence de couverture s'applique à votre *certificat* et si elle a une incidence sur votre *date de départ*. Veuillez vous reporter aux articles 6 et 7 du présent *certificat* pour en savoir plus. Si vous avez des questions ou si vous avez besoin de précisions, veuillez communiquer avec *notre administrateur* au 1-866-374-1129 ou au 416-977-4425.
- En cas d'accident, de blessure ou de maladie, il est possible que vos antécédents médicaux fassent l'objet d'un examen au moment d'une demande de règlement.
- **En cas d'urgence médicale, vous, ou le cas échéant, une personne assurée, devez communiquer immédiatement avec notre administrateur, ou dès qu'il est raisonnablement possible de le faire. Si ce n'est pas le cas, l'indemnité maximale payable sera limitée à 30 000 \$ et seul 80 % des frais admissibles aux termes de l'assurance soins médicaux d'urgence sera couvert.** Vous pouvez appeler *notre administrateur* tous les jours de la semaine, à toute heure du Canada ou des États-Unis au **1-866-374-1129** ou de n'importe où ailleurs, au **416-977-4425** à frais virés. Veuillez vous reporter à l'article 8 pour en savoir plus.

ARTICLE 1 – SOMMAIRE DES INDEMNITÉS

<u>Avantage</u>	<u>Indemnité maximale payable</u>
Assurance soins médicaux d'urgence	2 000 000 \$ par personne assurée, par voyage assuré.

ARTICLE 2 – DÉFINITIONS

Dans le présent *certificat*, les termes et expressions en italique ont le sens qui leur est donné ci-après. Au fur et à mesure que *vous* lisez le *certificat*, il est possible que *vous* deviez *vous* rapporter au présent article afin de *vous* assurer que *vous* comprenez *votre* couverture ainsi que les restrictions et les exclusions qui s'appliquent à *vous*.

administrateur désigne la société que *nous* choisissons pour fournir l'assistance en matière de soins médicaux et de demandes de règlement et d'offrir des services de règlement, d'administration et d'évaluation des demandes aux termes de la *police collective*.

Banque désigne La Banque Toronto-Dominion.

certificat désigne le présent certificat d'assurance.

compagnon de voyage désigne la personne qui partage les frais de voyage avec *vous* (jusqu'à concurrence de 3 personnes y compris *vous*).

compte désigne le *compte* détenu par le *titulaire de carte principal* que maintient la *Banque* à l'égard d'une carte *Visa Infinite TD Remises*.

conjoint désigne :

- l'époux ou l'épouse légitime de la *personne assurée*; ou
- la personne qui vit avec la *personne assurée* depuis au moins un an et qui est reconnue publiquement comme son conjoint de fait.

date de départ désigne la date à laquelle la *personne assurée* quitte sa province ou son territoire de résidence.

date d'entrée en vigueur désigne la date à laquelle le présent *certificat* prend effet à *votre* égard qui correspond à la date à laquelle la *Banque* ouvre *votre compte* et à laquelle *vous* remplissez les critères d'admissibilité à l'égard de ce *compte* tel qu'il est décrit à l'article 3 – ADMISSIBILITÉ.

dollars et \$ désignent des dollars canadiens.

en règle désigne un *compte* qui est *en règle* si :

- le *titulaire de carte principal* a fait une demande d'ouverture de *compte*;
- la *Banque* a approuvé et a ouvert le *compte*;
- le *titulaire de carte principal* n'a pas demandé à la *Banque* de fermer son *compte*; et
- la *Banque* n'a pas suspendu ni révoqué les privilèges de crédit ni fermé autrement le *compte*.

enfants à charge désignent vos enfants de sang, adoptifs ou beaux-enfants :

- qui ne sont pas mariés;
- dont *vous* assurez entièrement le soutien; et

- qui sont âgés de moins de 22 ans; ou
- qui sont âgés de moins de 26 ans et qui fréquentent à temps plein un établissement d'enseignement supérieur au Canada; ou
- qui sont atteints d'une déficience mentale ou physique.

Remarque : Un *enfant à charge* ne comprend pas un enfant qui naît pendant que la mère de l'enfant effectue un *voyage assuré* à l'extérieur de sa province ou de son territoire de résidence pendant le *voyage assuré*. L'enfant ne sera pas assuré dans le cadre de ce voyage.

frais admissibles aux termes de l'assurance soins médicaux d'urgence sont définis à l'article 6 — CE QUE COUVRE VOTRE ASSURANCE — ASSURANCE SOINS MÉDICAUX D'URGENCE.

frais raisonnables désigne les frais engagés relativement à une *urgence médicale* qui sont comparables aux frais exigés par d'autres fournisseurs dans la même région pour des traitements, des services ou des fournitures comparables.

hôpital désigne :

- un établissement habilité par les autorités compétentes à offrir des services médicaux aux malades *hospitalisés*, des services ambulatoires et des services de soins d'urgence; ou
- l'établissement médical approprié le plus près qui est autorisé au préalable par *notre administrateur*.

Remarque : Au sens de cette définition, les établissements pour malades chroniques, les maisons de convalescence et les maisons de soins infirmiers ne sont pas considérés comme des *hôpitaux*.

hospitalisé ou **hospitalisation** désigne le fait que la personne est admise dans un *hôpital* en tant que malade *hospitalisé*.

indemnité pour soins médicaux d'urgence est définie à l'article 6 — CE QUE COUVRE VOTRE ASSURANCE — ASSURANCE SOINS MÉDICAUX D'URGENCE.

maladie préexistante désigne un *trouble médical* :

- pour lequel des symptômes ont été observés pendant la *période de maladie préexistante*;
- qui a fait l'objet d'un examen, d'un diagnostic ou d'un *traitement*, y compris par médicament, pendant la *période de maladie préexistante*; ou
- pour lequel un examen approfondi a été recommandé ou prescrit ou un changement de *traitement* a été recommandé (y compris un changement de médication ou de dosage) pendant la *période de maladie préexistante*.

médecin désigne un médecin ou un chirurgien qui détient les autorisations et permis nécessaires pour pratiquer la médecine dans le territoire où il fournit des soins ou des *traitements*, et qui n'est pas *vous* ou un parent par le sang ni un parent par alliance d'une *personne assurée* aux termes du présent *certificat*.

nombre maximal de jours assurés désigne 10 jours consécutifs pour les *personnes assurées* âgées de moins de 65 ans et 4 jours consécutifs pour les *personnes assurées* âgées de 65 ans et plus. La *date*

de départ compte comme une journée complète à cette fin. De plus, l'âge sera calculé en fonction de la *date de départ*.

nous, nos et **notre** désignent TD, Compagnie d'assurance-vie.

période de couverture désigne la période pendant laquelle une *urgence médicale* doit se produire pour qu'une indemnité soit payable. Cette période est définie à l'article 5 – PÉRIODE DE COUVERTURE.

période de maladie préexistante désigne, à l'égard de toute indemnité aux termes du présent *certificat*, ce qui suit :

- pour les *personnes assurées* âgées de moins de 65 ans – 90 jours immédiatement avant le début de la *période de couverture*; et
- pour les *personnes assurées* âgées de 65 ans ou plus – 180 jours immédiatement avant le début de la *période de couverture*.

personne assurée désigne la personne pouvant être assurée aux termes du présent *certificat* tel qu'il est décrit à l'article 3 – ADMISSIBILITÉ.

police collective désigne la *police collective* no TGVO02 émise par *nous* au nom de la *Banque*.

régime d'assurance maladie gouvernemental (RAMG) désigne le régime d'assurance maladie gouvernemental d'une province ou d'un territoire au Canada.

stable désigne un *trouble médical* ou un problème connexe (que le diagnostic ait été établi ou non) à l'égard duquel il n'y a eu :

- aucun nouveau médicament ni aucun changement du médicament actuel ni de son dosage;
- aucun nouveau *traitement* ni aucun changement du *traitement* actuel;
- aucun nouveau symptôme ni aucun changement par rapport à la fréquence ou à la gravité des symptômes actuels;
- aucune directive ni recommandation médicale en vue de visiter une clinique spécialisée ou de consulter un spécialiste;
- aucun résultat d'examen ni examen en attente;
- aucune chirurgie ni autre *traitement* en attente.

titulaire de carte principal désigne une personne qui a fait la demande d'une carte *Visa Infinite TD Remises* dont le nom figure sur le *compte* et à qui une carte *Visa Infinite TD Remises* a été émise. Un *titulaire de carte principal* ne comprend pas un *titulaire de carte supplémentaire*.

titulaire de carte supplémentaire désigne la personne à qui une carte *Visa Infinite TD Remises* a été émise à la demande du *titulaire de carte principal*.

traité ou **traitement** désigne tout acte médical, thérapeutique ou diagnostique prescrit, effectué ou recommandé par un *médecin*, comprenant notamment les médicaments prescrits ou non prescrits, les examens et les chirurgies. Le terme « traitement » ne comprend pas l'utilisation non modifiée de médicaments prescrits pour un *trouble médical stable*.

trouble médical désigne une blessure ou une maladie, toute complication au cours des trente-et-une (31) premières semaines de la grossesse, tout trouble mental ou affectif, y compris une psychose aigüe, qui nécessite l'admission dans un *hôpital*.

urgence médicale désigne toute maladie imprévue ou blessure corporelle accidentelle qui survient pendant un *voyage assuré* et qui nécessite immédiatement un *traitement* médical d'urgence de la part d'un *médecin*.

vous, vos et **votre** désignent le *titulaire de carte principal*.

voyage assuré désigne :

- tout voyage effectué par une personne assurée à l'extérieur de sa province et de son territoire de résidence;
- tout voyage qui ne dépasse pas le *nombre maximal de jours assurés*, y compris la *date de départ*, et
- tout voyage qui ne se prolonge pas jusqu'aux dates suivantes ni au-delà de ces dernières :
 - la date à laquelle la *personne assurée* ne satisfait plus les critères d'admissibilité tel qu'il est décrit à l'article 3 — ADMISSIBILITÉ.; ou
 - la date à laquelle la couverture prend fin tel qu'il est décrit à l'article 4 — FIN DE COUVERTURE.

Remarque : En cas d'une demande de règlement, la *personne assurée* doit soumettre une preuve de départ. Seule une *urgence médicale* ayant lieu pendant un *voyage assuré* sera admissible. Veuillez noter que le jour de départ compte comme une journée complète à cette fin.

Exclusion :

- La couverture est offerte aux termes de la *police collective* uniquement si l'*urgence médicale* a lieu à l'intérieur du *nombre maximal de jours assurés* pendant lesquels la *personne assurée* est absente de sa province ou de son territoire de résidence. Veuillez noter que le jour de départ compte comme une journée complète à cette fin.

Remarque : Si le voyage de la *personne assurée* dépasse le *nombre maximal de jours assurés*, la *personne assurée* peut vouloir contracter une assurance distincte aux termes d'une autre police collective de TD Vie pour le nombre de jours de voyage au-delà du *nombre maximal de jours assurés*. D'autres modalités s'appliqueront et, compte tenu de l'âge de la *personne assurée* et de la durée de son voyage, il se peut que la *personne assurée* doive fournir des renseignements sur son état de santé. Pour obtenir de plus amples renseignements ou si *vous* désirez obtenir un prix, veuillez communiquer avec TD Vie avant *votre date de départ* au **1-800-293-4941**.

ARTICLE 3 – ADMISSIBILITÉ

Le ***titulaire de carte principal*** est admissible à une couverture aux termes du présent *certificat* si, tout au long du *voyage assuré* :

- il est un résident du Canada;
- il est couvert par un *RAMG* d'une province ou d'un territoire au Canada; et
- son *compte* est *en règle*.

Le **conjoint** du **titulaire de carte principal** est admissible à une couverture aux termes du présent *certificat* si, tout au long du *voyage assuré* :

- le *titulaire de carte principal* est admissible à une couverture aux termes du présent *certificat* tel qu'il est décrit ci-dessus, même s'il n'est pas du voyage; et
- le *conjoint* :
 - Il est un résident du Canada;
 - Il est couvert par un *RAMG* d'une province ou d'un territoire au Canada; et
 - respecte en tout temps la définition d'un *conjoint* du *titulaire de carte principal*.

L'**enfant à charge** du **titulaire de carte principal** est admissible à une couverture aux termes du présent *certificat* même si le *titulaire de carte principal* ou le *conjoint* du *titulaire de carte principal* n'est pas du voyage si, tout au long du *voyage assuré* :

- le *titulaire de carte principal* est admissible à une couverture aux termes du présent *certificat* tel qu'il est décrit ci-dessus, même s'il n'est pas du voyage; et
- l'*enfant à charge* :
 - Il est un résident du Canada;
 - Il est couvert par un *RAMG* d'une province ou d'un territoire au Canada;
 - respecte en tout temps la définition d'un *enfant à charge*.

Remarque : Si un *enfant à charge* est né pendant que la mère se trouve à l'extérieur de sa province de résidence, il ne bénéficiera d'aucune couverture pendant le voyage.

Un **titulaire de carte supplémentaire** est admissible à une couverture aux termes du présent *certificat* si, tout au long du *voyage assuré* :

- le *titulaire de carte principal* est admissible à une couverture aux termes du présent *certificat* tel qu'il est décrit ci-dessus, même s'il n'est pas du voyage; et
- le *titulaire de carte supplémentaire* :
 - est un résident du Canada;
 - Il est couvert par un *RAMG* d'une province ou d'un territoire au Canada; et
 - respecte en tout temps la définition d'un *titulaire de carte supplémentaire*.

Remarque : Le *conjoint* et les enfants d'un *titulaire de carte supplémentaire* ne sont pas admissibles d'office à une couverture aux termes du présent *certificat* à moins de respecter d'autres critères d'admissibilité présentés ci-dessus (par exemple, si l'enfant d'un *titulaire de carte supplémentaire* est également l'*enfant à charge* du *titulaire de carte principal*).

Couverture après la fin du *nombre maximal de jours assurés*

- Le présent *certificat* n'offre aucune couverture après la fin du *nombre maximal de jours assurés*.
- Si une *personne assurée* âgée de moins de 65 ans envisage un voyage de plus de 10 jours ou qu'une *personne assurée* âgée de 65 ans ou plus planifie un voyage de plus de 4 jours, elle devrait souscrire une police d'assurance distincte pour le nombre de jours de voyage dépassant le *nombre maximal de jours assurés*.
- Une couverture peut être offerte aux termes d'une autre police collective de TD Vie. D'autres modalités s'appliqueront et, compte tenu de l'âge de la *personne assurée* et de la durée de son voyage, il se peut que la *personne assurée* doive fournir des renseignements sur son état de santé. Pour obtenir de plus amples renseignements ou si vous désirez obtenir un prix, veuillez communiquer avec TD Vie avant votre *date de départ* au **1-800-293-4941**.

ARTICLE 4 – FIN DE COUVERTURE

La couverture consentie au **titulaire de carte principal** aux termes du présent *certificat* prendra fin à l'une des dates suivantes, selon la première éventualité :

- la date à laquelle le *compte* est annulé ou fermé ou cesse d'être *en règle*;
- la date à laquelle vous cessez d'être admissible à une couverture; et
- la date à laquelle la *police collective* prend fin.

La couverture consentie à une **personne assurée autre que le titulaire de carte principal** aux termes du présent *certificat* prendra fin à l'une des dates suivantes, selon la première éventualité :

- la date à laquelle la couverture consentie au *titulaire de carte principal* prend fin; et
- la date à laquelle la *personne assurée* cesse d'être admissible à une couverture.

Aucune indemnité ne sera versée aux termes du présent *certificat* à l'égard des pertes engagées une fois que la couverture prend fin.

ARTICLE 5 – PÉRIODE DE COUVERTURE

La *période de couverture* commence dès la date de départ d'une *personne assurée* admissible pour un *voyage assuré*.

Remarque : Le voyage d'une *personne assurée* peut dépasser le *nombre maximal de jours assurés* (10 jours consécutifs dans le cas d'une *personne assurée* de moins de 65 ans et 4 jours consécutifs dans le cas d'une *personne assurée* de 65 ans ou plus). Seule une *urgence médicale* ayant lieu au cours du *nombre maximal de jours assurés* suivant la *date de départ* sera prise en considération. La *date de départ* compte comme une journée complète à cette fin.

La *période de couverture* prend fin à la première des éventualités suivantes :

- la date à laquelle la *personne assurée* rentre d'un *voyage assuré*;
- la fin du *nombre maximal de jours assurés* pour la *personne assurée* tel qu'il est décrit ci-dessous;

- la date à laquelle *la police collective* prend fin.

Cependant, si une *personne assurée* souffre d'une *urgence médicale* à la fin du *nombre maximal de jours assurés* pour cette *personne assurée* (la « date d'expiration »), la *période de couverture* est alors prolongée d'office jusqu'à concurrence de 72 heures après la fin de l'*urgence médicale* pour les personnes suivantes :

- la *personne assurée*; et
- toute autre *personne assurée* si
 - *notre administrateur* approuve le paiement à cette autre *personne assurée* d'une indemnité pour le *compagnon de voyage*; et
 - si cette autre *personne assurée* bénéficiait d'une couverture aux termes du présent *certificat* à l'égard du *voyage assuré* à la *date d'expiration*.

Cependant, la couverture ne sera en aucun cas en vigueur après la résiliation de la *police collective*.

ARTICLE 6 – CE QUE COUVRE VOTRE ASSURANCE – ASSURANCE SOINS MÉDICAUX D'URGENCE

Dans le cadre d'un *voyage assuré*, nous paierons une *indemnité pour soins médicaux d'urgence* si jamais une *personne assurée* souffre d'une *urgence médicale* pendant la *période de couverture*.

Une **indemnité pour soins médicaux d'urgence** est l'indemnité versée pour les *frais raisonnables engagés* pour les *frais admissibles aux termes de l'assurance soins médicaux d'urgence*, jusqu'à concurrence de l'*indemnité maximale payable* décrite à l'article 1, déduction faite de toute somme payable ou remboursable en vertu d'un *RAMG*, d'un régime collectif ou individuel d'assurance maladie, ou de toute autre police d'assurance collective ou individuelle.

Les **frais admissibles aux termes de l'assurance soins médicaux d'urgence** comprennent les éléments suivants :

- **Frais d'hospitalisation;**
- **Honoraires de médecin;**
- **Soins infirmiers privés :**
 - jusqu'à concurrence de 5 000 \$ pour :
 - les services d'une infirmière autorisée ou d'un infirmier autorisé. Cette garantie comprend :
 - les fournitures de soins infirmiers médicalement nécessaires;
- **Services de diagnostic :**
 - les frais pour les tests de diagnostic et de laboratoire et radiographies, qui sont :
 - ordonnés par le *médecin* traitant;
 - autorisés au préalable par *notre administrateur*, si les tests comprennent :
 - une imagerie par résonance magnétique (IRM),
 - des tomodensitogrammes,

- des échogrammes,
- des ultrasons,
- des techniques diagnostiques effractives, y compris l'angioplastie;
- **Services d'ambulance :**
 - les frais pour le transport d'urgence en ambulance à destination de l'hôpital autorisé le plus proche;
- **Services d'avion-ambulance :**
 - les frais pour le service de transport aérien d'urgence seulement si :
 - *notre administrateur* conclut que l'état physique de la *personne assurée* exclut tout autre moyen de transport;
 - *notre administrateur* prend cette décision avant que le service soit fourni;
 - *notre administrateur* approuve ce service au préalable; et
 - *notre administrateur* se charge d'offrir ce service;
- **Ordonnances :**
 - le remboursement des frais de médicaments d'ordonnance lorsqu'ils sont requis pour des *traitements* d'urgence;

Exclusion : Les médicaments brevetés, exclusifs, ou expérimentaux et les vitamines sont exclus;
- **Soins pour blessures dentaires accidentelles :**
 - jusqu'à concurrence de 2 000 \$ pour un *traitement* dentaire qui est :
 - requis pendant la *période de couverture*; et
 - requis pour des dents naturelles ou des dents artificielles permanentes qui sont endommagées par suite d'un coup à la bouche, pendant la *période de couverture*;

Restriction : Les *traitements* requis afin de soigner d'urgence un mal de dent sont couverts jusqu'à concurrence de 200 \$;
- **Appareils médicaux**
 - les frais de plâtres, béquilles, éclisses, écharpes, attelles ou coût de location d'un fauteuil roulant ou d'un déambulateur lorsque requis par suite :
 - d'une prescription du *médecin*; et
 - d'une *urgence médicale*;
- **Billet de retour**
 - les frais supplémentaires engagés pour acheter un billet d'avion simple en classe économique ainsi qu'un billet simple supplémentaire en classe économique, s'il s'avère nécessaire pour transporter une civière, si :
 - par suite d'une *urgence médicale*, *notre administrateur* juge qu'une *personne assurée* doit retourner au Canada pour des raisons d'ordre médical; et
 - *notre administrateur* approuve le transport au préalable;

• **Transport jusqu'au chevet du malade**

- lorsque la *personne assurée* est *hospitalisée* et devra vraisemblablement demeurer à l'*hôpital* pendant au moins trois jours consécutifs, un billet aller-retour en classe économique à partir du Canada est accordé, selon les conditions suivantes :
 - le billet ne sera accordé qu'au *conjoint*, au père, à la mère, à un enfant, à un frère ou à une sœur de la *personne assurée*; et
 - *notre administrateur* a approuvé au préalable une telle initiative;

• **Indemnité pour le *compagnon de voyage***

- le montant d'un billet d'avion simple en classe économique si :
 - une *urgence médicale* assurée touche la *personne assurée*;
 - de ce fait, le *compagnon de voyage* prolonge son séjour au-delà de la date de retour prévue; et
 - *notre administrateur* approuve, au préalable, le coût d'un billet d'avion simple en classe économique qui permettra au *compagnon de voyage* de retourner à son lieu de départ;

• **Indemnité pour le *compagnon de chevet***

- jusqu'à 150 \$ par jour en frais de repas et de logement, jusqu'à concurrence de 1 500 \$ pour une personne, si :
 - *notre administrateur* a approuvé le transport de la personne aux termes de l'*indemnité de transport jusqu'au chevet du malade* ou de l'*indemnité pour le compagnon de voyage*; et
 - *notre administrateur* a approuvé au préalable l'*indemnité pour le compagnon de chevet*;

• **Retour de véhicule**

- jusqu'à concurrence de 1 000 \$ pour les frais engagés pour le retour du véhicule de la *personne assurée* à sa résidence ou, le cas échéant, à l'agence de location appropriée la plus proche, si :
 - la *personne assurée* ne peut retourner le véhicule elle-même en raison d'une *urgence médicale* assurée; et
 - *notre administrateur* se charge du retour du véhicule;

• **Rapatriement de la dépouille**

- jusqu'à concurrence de 5 000 \$ pour les frais engagés afin de préparer et de transporter au pays la dépouille de la *personne assurée*, si la *personne assurée* est morte par suite d'une *urgence médicale* assurée;

Exclusion : Les frais engagés pour l'achat d'un cercueil ou d'une urne funéraire ne sont pas couverts aux termes de cette indemnité;

- un billet aller-retour en classe économique si :
 - un *membre de la famille immédiate* doit aller identifier la personne défunte ou recueillir les autorisations nécessaires pour rapatrier sa dépouille; et
 - *notre administrateur* approuve ce transport au préalable.

• **Livraison des bagages**

- Si une *personne assurée* retourne à sa province ou à son territoire de résidence par avion-ambulance en raison d'une *urgence médicale*, elle sera assurée jusqu'à concurrence de 500 \$ pour la livraison des bagages par *voyage assuré*.

ARTICLE 7 – RESTRICTIONS ET EXCLUSIONS : CE QUE VOTRE ASSURANCE NE COUVRE PAS

Les restrictions et les exclusions qui s'appliquent à une indemnité particulière se trouvent ci-dessus dans la description de ces dernières. De plus, à l'égard de l'ensemble des indemnités, le présent *certificat* ne s'applique pas à un *traitement*, à des services ou à des frais quels qu'ils soient causés directement ou indirectement en raison de ce qui suit :

1. Omission de déclaration

- Toute *urgence médicale* doit être déclarée à *notre administrateur* dans les 48 heures qui suivent une *hospitalisation*, ou dès qu'il est raisonnablement possible de le faire.
- Si l'*urgence médicale* n'est pas déclarée comme prévu, l'*indemnité maximale payable* à l'égard d'une *urgence médicale* se limitera à 80 % des *frais admissibles aux termes de l'assurance soins médicaux d'urgence*, sous réserve d'un maximum de 30 000 \$.

2. Maladie préexistante

- Aucune couverture ne sera offerte et aucune indemnité ne sera versée en ce qui a trait à une *maladie préexistante* qui n'était pas *stable* au cours de la *période de la maladie préexistante* qui précède immédiatement le début de la *période de couverture*.

3. Maladies raisonnablement prévisibles

- *Nous* ne rembourserons pas les frais ni ne verserons aucune indemnité aux termes du présent *certificat* relativement à un *trouble médical* :
 - pour lequel la *personne assurée* savait ou aurait dû savoir, avant de quitter sa province ou son territoire de résidence, ou avant le début de la *période de couverture*, qu'elle devrait recevoir un *traitement*;
 - pour lequel des examens ou des *traitements* étaient prévus avant que la *personne assurée* ne quitte sa province ou son territoire de résidence;
 - qui occasionnait des symptômes pour lesquels une personne normalement prudente aurait demandé un *traitement*, au cours des trois mois précédant le départ de sa province ou de son territoire de résidence;
 - pour lequel le médecin de la *personne assurée* lui a recommandé de ne pas partir en voyage.

4. Urgence médicale en dehors de la période de couverture

- Aucune indemnité ne sera versée à l'égard d'une *urgence médicale* qui survient avant ou après la *période de couverture*.
- Dans le cas d'une *personne assurée* âgée de moins de 65 ans,

aucune indemnité ne sera versée à l'égard d'une *urgence médicale* si elle a lieu à la suite des 10 premiers jours suivant sa *date de départ*.

- Dans le cas d'une *personne assurée* âgée de 65 ans ou plus, aucune indemnité ne sera versée à l'égard d'une *urgence médicale* si elle a lieu à la suite des 4 premiers jours suivant sa *date de départ*.
- Veuillez noter que le jour du départ compte comme une journée complète à cet égard.

5. Incapacité d'effectuer un transfert vers un établissement approprié en vue d'obtenir un traitement

- Compte tenu de l'avis du *médecin* traitant de la *personne assurée*, nous nous réservons le droit de faire transférer la *personne assurée* vers un établissement de santé approprié ou vers sa province ou son territoire de résidence afin d'obtenir des *traitements* supplémentaires.
- Le refus de se conformer à une demande de transfert nous déchargera de toute responsabilité pour ce qui est du versement d'indemnités à l'égard de frais admissibles engagés après la date de transfert prévue.

6. Récidives

- Une *urgence médicale* est réputée ne plus exister dès que le dossier médical indique que la *personne assurée* est en mesure de regagner sa province ou son territoire de résidence. Aucune indemnité ne sera versée en raison d'une maladie qui a entraîné une *urgence médicale* si les frais correspondants sont engagés après ce moment.

7. Incapacité d'obtenir une approbation préalable

- Dans le cas de *frais admissibles aux termes de l'assurance soins médicaux d'urgence* qui doivent être préalablement approuvés par *notre administrateur*, aucune indemnité ne sera versée si l'approbation préalable n'a pas été obtenue.
- Aucune indemnité ne sera versée pour toute chirurgie ou tout procédé effractif qui n'a pas été approuvé à l'avance par *notre administrateur*, sauf pour les cas extrêmes où une demande d'approbation préalable retarderait une chirurgie nécessaire dans une situation constituant un danger de mort.

8. Services non urgents

- Aucune indemnité ne sera versée pour tout service médical facultatif, expérimental ou non urgent, y compris tout *traitement*, toute chirurgie ou tout médicament pour lesquels, selon le dossier médical, la *personne assurée* aurait pu attendre son retour au Canada.

9. Généralités

- Tel qu'il a été mentionné précédemment, les indemnités payables aux termes de la *police collective* équivaldront aux frais assurés qui ont été réellement engagés, moins :
 - la somme remboursable aux termes du *RAMG*; et
 - la somme remboursable aux termes d'une autre assurance ou d'un autre régime d'assurance maladie.

10. De plus, aucune indemnité ne sera versée pour des traitements, des services ou des frais qui sont liés aux facteurs ci-après ou qui en résultent.

a. Fausse déclaration

- Tout *trouble médical* au sujet duquel *nous* avons ou *notre administrateur* a reçu de *votre* part ou de celle d'une *personne assurée* des renseignements faux ou inexacts en ce qui a trait à l'*hospitalisation*, aux *traitements* ou aux *médicaments*;

b. Grossesse

- Toute grossesse ou tout accouchement survenant dans les neuf semaines de la date d'accouchement prévue;
- Toute complication, liée à une grossesse, qui survient dans les neuf semaines précédant la date d'accouchement prévue ou qui survient après cette date;
- Tout enfant né durant le *voyage assuré*;

c. Automutilation volontaire

- Toute automutilation volontaire, tout suicide ou tentative de suicide, que la *personne assurée* ait été saine d'esprit ou non;

d. Omission de prendre des médicaments

- Toute omission de prendre des médicaments prescrits par le *médecin* de la *personne assurée*;

e. Abus d'alcool ou de drogues

- Tout abus de médicaments ou d'alcool, ou toute utilisation de drogues illicites;

f. Crime

- La participation à une infraction criminelle;

g. Sports professionnels ou épreuve de course

- La participation à un sport professionnel, de même qu'à une course ou à une épreuve de vitesse organisée;

h. Guerre

- Tout acte de guerre, qu'elle soit déclarée ou non, toute action hostile ou ressemblant à une guerre en temps de paix ou de guerre, toute insurrection, rébellion, révolution, guerre civile ou tout détournement;

i. Troubles mentaux

- Tout trouble mental, nerveux ou affectif, y compris toute *urgence médicale* découlant de ces troubles;

j. Activités dangereuses

- Une activité de plongée en scaphandre autonome à titre récréatif (à moins que la *personne assurée* détienne un titre élémentaire de plongeur autonome, conféré par une école agréée ou un organisme d'attribution de permis), d'alpinisme, de saut en bungee, de parachutisme, de parapente, de spéléologie, de deltaplane ou une activité aérienne dans un

aéronef autre qu'un aéronef de passagers pour lequel un certificat de navigabilité valide a été émis;

k. Avis aux voyageurs

- Votre *urgence médicale* ou le *trouble médical* connexe, si la cause de votre *urgence médicale* ou *trouble médical* connexe est liée de quelque manière que ce soit à un avertissement formel écrit d'« Éviter tout voyage non essentiel » ou d'« Éviter tout voyage » publié avant *votre date de départ* par le gouvernement du Canada selon lequel les Canadiens ne devraient pas voyager au pays, dans la région ou la ville de *votre voyage*.

11. Membres de la famille d'un titulaire de carte

supplémentaire. Aucune indemnité ne sera versée à l'égard d'une personne du seul fait qu'elle est la *conjointe* ou l'*enfant à charge* d'un *titulaire de carte supplémentaire*, à moins qu'elle soit admissible à une couverture aux termes du présent *certificat*.

ARTICLE 8 – QUE FAIRE EN CAS D'URGENCE MÉDICALE

Lorsqu'une urgence médicale survient, vous, ainsi que la personne assurée, s'il en est, devez appeler notre administrateur immédiatement, ou dès qu'il est raisonnablement possible de le faire. Si ce n'est pas fait, les indemnités seront limitées, tel qu'il est décrit à l'article 7, au paragraphe « Restrictions et exclusions : 1. Omission de déclaration ». Certains frais seront couverts seulement si notre administrateur les approuve préalablement.

Vous pouvez obtenir de l'aide tous les jours de la semaine, 24 heures sur 24, en composant le numéro sans frais **1-866-374-1129** si vous vous trouvez au Canada ou aux États-Unis, ou en composant le **416-977-4425**, à frais virés, dans tout autre pays.

Notre administrateur déterminera si l'assurance s'applique et, si tel est le cas, il dirigera la *personne assurée* vers l'établissement médical approprié le plus proche. Dans la mesure du possible, notre administrateur paiera le fournisseur de services médicaux ou lui fournira une garantie de paiement. Notre administrateur gèrera alors toutes les étapes de l'*urgence médicale* de la *personne assurée* depuis le rapport initial jusqu'à la fermeture du dossier.

S'il est impossible d'offrir un tel paiement ou une telle garantie directement, la *personne assurée* peut être appelée à effectuer le paiement. Tel qu'il est décrit dans le présent *certificat*, la *personne assurée* recevra le remboursement des *frais admissibles aux termes de l'assurance soins médicaux d'urgence* qu'elle aura payés, une fois qu'elle aura présenté une demande d'indemnité.

Remarque : Les paiements et les garanties de paiement sont assujettis aux modalités du *certificat*, y compris les restrictions et les exclusions.

ARTICLE 9 – COMMENT PRÉSENTER UNE DEMANDE DE RÈGLEMENT

En tout temps, une *urgence médicale* doit être immédiatement déclarée, conformément à l'article 8, sans quoi les indemnités seront limitées.

Omission de présenter une demande de règlement immédiatement

Si, sans avoir communiqué avec *notre administrateur* pour obtenir son aide et ses services de gestion des demandes de règlement, une *personne assurée* engage des *frais admissibles pour soins médicaux d'urgence*, elle doit d'abord présenter les reçus et les autres preuves :

- au *RAMG*;
- à tout régime collectif ou individuel d'assurance maladie ou à tout assureur.

Les *frais admissibles pour soins médicaux d'urgence* qui ne sont pas couverts par le *RAMG*, ou par ces régimes d'assurance maladie ou par ces assureurs devront alors être présentés à *notre administrateur* avec les preuves de sinistre, les reçus et les relevés de paiement. Dans ce cas, il est possible de se procurer les formulaires de demande de règlement auprès des représentants du service à la clientèle de *notre administrateur*, en composant le numéro indiqué à l'article 10.

En outre, la *personne assurée* sera tenue de fournir une preuve indiquant la date réelle à laquelle elle a quitté sa province ou son territoire de résidence.

Présentation immédiate d'une demande de règlement

Si des frais d'*hospitalisation* ou autres frais médicaux sont garantis ou payés par *notre administrateur* au nom de la *personne assurée*, vous, ainsi que la *personne assurée*, s'il en est, devrez signer un formulaire d'autorisation permettant à *notre administrateur* de recouvrer ces sommes :

- auprès du *RAMG* de la *personne assurée*;
- auprès de tout autre régime d'assurance maladie ou police d'assurance;
- au moyen de droits de subrogation contre toute tierce partie responsable.

Si *notre administrateur* a payé une somme pour des *frais admissibles aux termes de l'assurance soins médicaux d'urgence* qui sont assurés aux termes d'un autre régime ou d'une autre assurance, vous, ainsi que la *personne assurée*, s'il en est, devrez aider *notre administrateur* à obtenir le remboursement de cette somme, le cas échéant.

En outre, la *personne assurée* sera tenue de fournir une preuve indiquant la date réelle à laquelle elle a quitté sa province ou son territoire de résidence.

Remarque : Si une somme a été avancée pour des frais, et qu'on découvre ultérieurement que ces frais ne sont pas assurés aux termes du présent *certificat*, vous ou la *personne assurée* devez nous rembourser cette somme.

ARTICLE 10 – COMMENT JOINDRE NOTRE ADMINISTRATEUR

Ligne d'assistance d'urgence 24 h

Pour déclarer une *urgence médicale*, vous, ainsi que la *personne assurée*, s'il en est, pouvez joindre *notre administrateur* en tout temps aux numéros ci-dessous :

Des États-Unis ou du Canada

1-866-374-1129

Ailleurs, appelez à frais virés

416-977-4425

Service à la clientèle : numéro de téléphone

Pour obtenir de plus amples renseignements sur vos indemnités aux termes du présent *certificat* ou pour vérifier l'état d'une demande de règlement existante, vous pouvez communiquer avec *notre administrateur* :

Sans frais au **1-866-374-1129** ou au **416-977-4425**

Du lundi au samedi, de 8 h à 20 h, heure de l'Est

Dans le cas d'une situation non urgente, vous pouvez également composer ce numéro afin d'obtenir des formulaires de demande de règlement.

Service à la clientèle : adresse postale

Vous pouvez envoyer *votre* demande par la poste à :

Allianz Global Assistance

Visa Infinite TD Remises — Assurance médicale de voyage

C. P. 277

Waterloo (Ontario)

N2J 4A4

Télécopieur : 519-742-9471

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sauf disposition expresse contraire dans le présent *certificat* ou dans la *police collective*, les dispositions générales suivantes s'appliquent à *votre* couverture :

Preuve de sinistre

Les formulaires de demande de règlement pertinents ainsi qu'une preuve de sinistre écrite doivent être transmis dès qu'il est raisonnablement possible de le faire, mais, dans tous les cas, dans un délai de un (1) an de la date à laquelle le sinistre s'est produit.

Étude du dossier et examen médical

Au cours du traitement d'une demande de règlement, nous avons le droit et la possibilité d'examiner tous les dossiers médicaux liés à la demande de règlement et de faire subir à la *personne assurée* un examen médical au moment et à la fréquence raisonnablement nécessaires, et ce, à nos frais.

Subrogation

Il peut arriver qu'une autre personne ou entité aurait dû vous payer à l'égard d'un sinistre, mais plutôt nous vous avons payé à l'égard du sinistre. Si cela se produit, vous consentez à collaborer avec nous afin de nous permettre de demander le paiement à la personne ou à l'entité qui aurait dû vous payer à l'égard du sinistre. Cela peut comprendre les mesures suivantes :

- *nous* transférer la dette ou l'obligation que la personne ou l'entité a envers *vous*;
- *nous* permettre d'intenter une poursuite en *votre* nom;
- si *vous* recevez les fonds de l'autre personne ou entité, *vous* détiendrez ces fonds en fiducie pour *nous*;
- agir de façon à ne pas porter atteinte à *nos* droits de recouvrer le paiement auprès de l'autre personne ou entité.

Nous paierons les frais relatifs aux actions que *nous* intenterons.

Autre assurance

Comme toutes nos polices sont complémentaires, les autres sources de remboursement que *vous* avez *vous* rembourseront en premier lieu, et la présente police d'assurance *vous* remboursera en dernier lieu. Les indemnités payables aux termes de l'ensemble de *vos* polices d'assurance, y compris le présent *certificat*, ne peuvent pas être supérieures aux dépenses réelles associées à une demande de règlement. Si une *personne assurée* est également assurée aux termes d'un autre *certificat* ou d'une autre police d'assurance, *nous* coordonnerons le paiement d'indemnités avec l'autre assureur.

Nous ne tenterons en aucun cas de récupérer de sommes auprès des régimes liés à l'emploi si le plafond viager de l'ensemble des indemnités pouvant être versées au pays et à l'étranger est de moins de 50 000 \$. Si le plafond viager de l'ensemble des indemnités pouvant être versées au pays et à l'étranger est de plus de 50 000 \$, *nous* coordonnerons uniquement le paiement d'indemnités qui sont supérieures à ce seuil.

Délai de prescription applicable aux poursuites judiciaires

Toute action ou procédure intentée contre un assureur pour recouvrer des montants d'assurance payables aux termes du contrat est absolument interdite, sauf si elle est entamée dans les délais indiqués dans la loi intitulée *Insurance Act* (pour les actions ou procédures régies par les lois de l'Alberta et de la Colombie-Britannique), la *Loi sur les assurances* (pour les actions ou procédures régies par les lois du Manitoba), la *Loi de 2002 sur la prescription des actions* (pour les actions ou procédures régies par les lois de l'Ontario), le *Code civil du Québec* (pour les actions ou procédures régies par les lois du Québec) ou toute autre loi applicable.

Fausse demande de règlement

Si *vous*, ainsi que la *personne assurée*, le cas échéant, présentez une demande de règlement en la sachant fautive ou frauduleuse à quelque égard que ce soit, *vous* et la *personne assurée* n'aurez droit à aucune indemnité aux termes de la présente couverture, ni à aucun paiement à l'égard d'une demande de règlement aux termes de la *police collective*.

Monnaie

Tous les montants indiqués sont exprimés en dollars canadiens.

Accès aux soins médicaux

TD Vie, la *Banque*, *notre administrateur* et leurs sociétés affiliées ne sont pas responsables de la disponibilité, de la qualité, ni des résultats de tout *traitement* médical ou de tout transport, ou de l'impossibilité pour toute *personne assurée* d'obtenir un *traitement* médical.

Police collective

Toutes les indemnités prévues par le présent *certificat* sont régies en tous points par les dispositions de la *police collective* et cette dernière constitue, à elle seule, la convention aux termes de laquelle les indemnités sont payables. La présente *police collective* est émise en faveur de la *Banque*. Les principales dispositions de la *police collective* se rapportant aux *personnes assurées* sont résumées dans le présent *certificat*. La *police collective* est conservée dans les dossiers dans les bureaux de la *Banque*.

ASSURANCE POUR BAGAGES EN RETARD OU PERDUS

fournie par
Compagnie d'assurance habitation et auto TD
320 Front Street West, 3rd Floor
Toronto (Ontario) M5V 3B6

Le certificat d'assurance ci-dessous s'applique à la carte *Visa Infinite TD Remises*, désignée comme étant une « carte de crédit TD » ou une « carte » dans le texte du certificat.

Le présent certificat contient une clause pouvant limiter le montant payable.

Certificat d'assurance

Vous trouverez dans le présent certificat les modalités de la police collective n° TDVB112008 (le « contrat-cadre »), établie par la Compagnie d'assurance habitation et auto TD (l'« assureur ») pour La Banque Toronto-Dominion, et portant sur l'assurance pour bagages en retard ou perdus en vigueur dès le 1^{er} décembre 2008.

Les termes qui figurent en *italique* dans le présent *certificat* sont définis à l'article 1.

Article 1 – Définitions

ADMINISTRATEUR : le fournisseur de services établi par l'assureur afin de fournir l'assistance quant au paiement des réclamations et aux services administratifs aux termes de la police.

ARTICLES DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ : les vêtements et articles de toilette essentiels qui se trouvaient dans les bagages de la *personne assurée* et qui doivent être remplacés pendant la période de *retard des bagages*.

BAGAGES ENREGISTRÉS : les valises ou autres contenants qui sont conçus expressément pour transporter des effets personnels et pour lesquels un bulletin de bagages a été remis à la *personne assurée* par un *transporteur public*.

BILLET : une preuve de paiement du prix du passage demandé par un transporteur public et entièrement porté à votre compte depuis le 1^{er} décembre 2008.

COMPTE : le *compte* de carte de crédit TD auquel *vous* avez accès avec *votre* carte de crédit TD.

CONJOINT(E) : la personne (i) qui est légalement mariée au *titulaire de compte*, ou (ii) qui vit avec lui depuis au moins un an et qui est présentée publiquement comme son (sa) *conjoint(e)*.

DESTINATION FINALE : la destination inscrite sur le *billet* pour une journée précise.

ENFANT À CHARGE : tout enfant biologique (légitime ou naturel) ou adoptif du *titulaire de compte* ou de son (sa) *conjoint(e)* — ainsi que tout enfant avec lequel le *titulaire de compte* entretient une relation de type parent-enfant et dont il est le soutien — qui se trouve dans l’une des situations suivantes :

- i) il est âgé de moins de vingt et un (21) ans et célibataire;
- ii) il est âgé de moins de vingt-cinq (25) ans, célibataire et fréquente à temps plein un établissement d’enseignement postsecondaire;
- iii) il souffre d’un handicap mental ou physique qui l’empêche de subvenir à ses propres besoins et à cause duquel il se trouve entièrement à la charge du *titulaire de compte* aux termes de la *Loi de l’impôt sur le revenu*.

PERSONNE ASSURÉE : le *titulaire de compte*, le (la) *conjoint(e)* ou l’*enfant à charge* dont le nom figure sur le *billet* ou, dans le cas d’un *billet* non nominatif, pour qui le *billet* a été acheté.

RETARD DE BAGAGES : la non-livraison de *bagages enregistrés* d’une *personne assurée*, plus de six (6) heures après l’arrivée de celle-ci à sa *destination finale*.

TITULAIRE DE CARTE PRINCIPAL : est une personne qui a signé une demande de carte de crédit TD, dont le nom figure au compte et à qui une carte de crédit TD a été émise.

TITULAIRE DE CARTE SUPPLÉMENTAIRE : est une personne à qui une carte de crédit TD a été émise avec l’autorisation du *titulaire de carte principal*.

TITULAIRE DE COMPTE : est le *titulaire de carte principal* auquel le relevé de compte mensuel est envoyé et qui est un résident du Canada, et tout *titulaire de carte supplémentaire* qui est un résident du Canada. Le *titulaire de compte* peut aussi être désigné par « vous », « votre » ou « vos ».

TRANSPORTEUR PUBLIC : toute entreprise de transport terrestre, aérien ou maritime qui est autorisée à transporter des passagers à titre onéreux et qui est tenue d’accepter sans discrimination toutes les personnes qui demandent ce service, sauf en cas de manque de places ou de motif légal de refus.

Article 2 – Personnes assurées

Le *titulaire de compte*, son (sa) *conjoint(e)* et ses *enfants à charge* dont le nom figure sur un *billet* ou, dans le cas d’un *billet* non nominatif, pour qui le *billet* a été acheté.

Article 3 – Les garanties

A. Retard de bagages

En cas de *retard de bagages*, la présente assurance couvre le coût de remplacement d’*articles de première nécessité* pourvu que les articles de remplacement soient achetés avant que les bagages soient livrés à la *personne assurée* et dans les quatre-vingt-seize (96) heures suivant son arrivée à la *destination finale*.

B. Perte de bagages

Si le *transporteur public* ne retrouve pas les *bagages enregistrés* de la

personne assurée, la présente assurance couvre la partie de leur coût de remplacement qui n'est remboursée ni par le *transporteur public*, ni par une autre assurance.

Le total des indemnités payables au titre des garanties des paragraphes A et B est soumis à un maximum de 1 000 \$ par *personne assurée* par voyage.

Pour bénéficier de la présente assurance, *vous* devez porter le prix total du *billet* à *votre* carte. Les bagages sont couverts tant qu'ils sont sous la garde du *transporteur public*.

Article 4 – Résiliation de la garantie

La garantie prend fin à la première des éventualités suivantes :

- 1) *votre compte* est fermé;
- 2) *votre compte* est en souffrance depuis quatre-vingt-dix (90) jours; cependant l'assurance est automatiquement remise en vigueur dès que *votre compte* est en règle;
- 3) la police est résiliée; cependant l'assureur demeure responsable à l'égard des sinistres antérieurs à la date d'effet de la résiliation, pourvu que les demandes de règlement soient par ailleurs recevables.

Article 5 – Exclusion et limitations

Ne sont pas couverts :

Les pertes occasionnées par les retards des *bagages enregistrés* qui se produisent au retour de la *personne assurée* dans sa province de résidence; les frais engagés plus de quatre-vingt-seize (96) heures après l'arrivée à la *destination finale* indiquée sur le *billet*; les frais engagés après la remise des *bagages enregistrés* à la *personne assurée*; les conséquences d'un acte criminel de la *personne assurée*; les bagages non enregistrés; les bagages retenus, saisis, mis en quarantaine ou détruits par les douanes ou un organisme gouvernemental; les espèces; les valeurs mobilières; les cartes de crédit et autres titres négociables; les billets, tickets et autres documents.

Article 6 – Demandes de règlement

Le *titulaire de compte* doit présenter à l'assureur une demande de règlement écrite, notamment une déclaration de sinistre signée.

A) Avis initial

Si *vous* subissez un sinistre couvert par la présente assurance, *vous* devez en aviser l'*administrateur* dans les quarante-cinq (45) jours suivant le *retard de bagages*.

Appelez sans frais, entre 8 h et 20 h, heure de l'Est du lundi au vendredi au numéro suivant : **1-800-667-8031 ou 416-977-0283**

Au moment de cette déclaration, la *personne assurée* doit fournir :

- son nom, son adresse et son numéro de téléphone;
- le numéro du *compte* auquel le prix du *billet* a été porté;
- la date, l'heure et le lieu de survenance du sinistre;
- le montant du sinistre.

B) Déclaration de sinistre écrite

En cas de sinistre couvert par la présente assurance, un formulaire de déclaration de sinistre est envoyé par l'administrateur à la personne assurée. Vous devez le remplir en entier et le retourner dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date du sinistre.

La déclaration doit comprendre, mais sans s'y limiter :

- une copie du *billet*;
- une copie du bulletin de bagages;
- une copie du reçu de l'opération sur le *compte* ou relevé de carte de crédit TD faisant foi du coût du *billet*;
- une copie d'un relevé de *votre* assureur habitation indiquant dans quelle mesure celui-ci vous a indemnisé pour les objets définitivement perdus dans le sinistre;
- des reçus détaillés des dépenses engagées pour des *articles de première nécessité*;
- une déclaration écrite du *transporteur public* confirmant les éléments suivants :
 - date et heure du sinistre;
 - date et heure auxquelles les bagages ont finalement été livrés ou, s'ils ne l'ont pas été, indication du montant à concurrence duquel le *transporteur public* reconnaît sa responsabilité, le cas échéant;
 - la raison ou les circonstances du retard ou de la perte des bagages;
 - tout autre renseignement que l'assureur peut raisonnablement exiger.

Article 7 – Dispositions générales

Délai de prescription applicable aux poursuites judiciaires

Toute action ou procédure intentée contre un assureur pour recouvrer des montants d'assurance payables aux termes du contrat est absolument interdite, sauf si elle est entamée dans les délais indiqués dans la loi intitulée *Insurance Act* (pour les actions ou procédures régies par les lois de l'Alberta et de la Colombie-Britannique), la *Loi sur les assurances* (pour les actions ou procédures régies par les lois du Manitoba), la *Loi de 2002 sur la prescription des actions* (pour les actions ou procédures régies par les lois de l'Ontario), le *Code civil du Québec* (pour les actions ou procédures régies par les lois du Québec) ou toute autre loi applicable.

Pluralité d'assurances

La présente garantie est strictement complémentaire et non contributive. Elle n'intervient que pour rembourser au *titulaire de compte* l'excédent des dommages couverts sur les indemnités exigibles au titre d'autres assurances, même si celles-ci sont stipulées complémentaires ou non contributives. La police peut aussi assumer la charge des franchises de ces assurances.

Subrogation en matière de bagages perdus

Les indemnités de la présente assurance sont versées à la condition que

le *titulaire de compte* ou la *personne assurée* en cause cède à l'assureur, s'il le lui demande, tous ses droits contre les tiers responsables du sinistre. Le *titulaire de compte* doit apporter à l'assureur toute la collaboration que celui-ci est raisonnablement en droit d'exiger pour l'exercice de ses droits et recours, notamment en ce qui concerne la signature de tous les documents dont l'assureur a besoin pour intenter une action en son nom ou en celui d'une autre *personne assurée*.

Fraude

Le *titulaire de compte* qui présente sciemment à l'assureur une demande de règlement inexacte ou frauduleuse perd son droit à la protection et aux indemnités prévues à la police.

Contrat-cadre

Le présent certificat n'est pas une police d'assurance. En cas de conflit entre lui et la police dans la description de la garantie, la police prime. La pluralité de certificats ou de comptes de carte de crédit TD ne saurait en aucun cas permettre à une *personne assurée* de recevoir, pour un sinistre donné, une indemnité supérieure à celle prévue aux présentes.

SERVICES D'ASSISTANCE D'URGENCE EN VOYAGE

Offerts par notre administrateur aux termes d'une convention de services conclue avec TD, Compagnie d'assurance-vie.

*Il ne s'agit pas d'une indemnité d'assurance,
mais uniquement de services d'assistance.*

*Notre administrateur :
Allianz Global Assistance
P.O. Box 277
Waterloo (Ontario) N2J 4A4*

Le certificat d'assurance ci-dessous s'applique à la carte *Visa Infinite* TD Remises, désignée comme étant une « carte de crédit TD » dans le texte du certificat.

Remarque importante

Le présent certificat décrit les services d'assistance offerts et non les indemnités d'assurance. Tout paiement effectué par notre *administrateur* sera imputé à votre carte de crédit TD, selon la disponibilité de votre crédit, à moins que vous ne preniez d'autres dispositions pour rembourser notre *administrateur*.

Vous pouvez joindre les coordonnateurs de l'assistance multilingue 24 heures sur 24.

Les coordonnateurs de l'assistance de notre *administrateur* travaillent en étroite collaboration avec un réseau de personnel médical comprenant des médecins qui ont l'expérience des soins médicaux d'urgence.

Service d'assistance d'urgence 24 heures sur 24 :

Au Canada et aux États-Unis, appelez 1-866-374-1129
Ailleurs dans le monde, appelez à frais virés 416-977-4425

1 – Services d’assistance médicale

Références médicales

Si une urgence médicale survient pendant votre voyage, vous pouvez communiquer avec le centre d’assistance d’urgence de notre *administrateur* qui vous dirigera vers le médecin ou l’établissement le plus proche.

Consultation et suivi médicaux

Le réseau de personnel médical de notre *administrateur* est à votre disposition 24 heures sur 24, tous les jours de l’année, pour consulter votre médecin traitant et s’assurer que vous recevez les soins médicaux qu’il vous faut. Le réseau de personnel médical de notre *administrateur* a l’habitude de travailler avec les médecins de l’étranger pour évaluer si vous avez reçu les soins adéquats et si vous avez besoin d’autre assistance.

Déplacement en cas d’urgence médicale

Si notre *administrateur*, son réseau de personnel médical et votre médecin traitant établissent conjointement qu’il est nécessaire de vous transférer dans un autre établissement, notre *administrateur* coordonnera tous les aspects du transport entre les établissements médicaux et l’aéroport, au point de départ et au point d’arrivée. Les coordonnateurs de l’assistance de notre *administrateur* prendront aussi les dispositions nécessaires pour que le personnel médical qualifié vous accompagne au besoin.

Ni La Banque Toronto-Dominion ni TD, Compagnie d’assurance-vie ou tout autre assureur ni notre *administrateur* ne sont responsables de la disponibilité, de la qualité et des résultats de tout traitement reçu ou non reçu, quelle qu’en soit la raison.

2 – Assistance relative au paiement

Notre *administrateur* peut vous aider à prendre les dispositions pour effectuer les paiements (plus de 200 \$) aux prestataires de services médicaux ou hospitaliers d’urgence.

Vous gardez toutefois l’entière responsabilité du paiement de ces services.

3 – Services d’assistance en voyage

Assistance juridique

Notre *administrateur* peut vous aider à verser une caution et à acquitter des frais juridiques, au besoin.

Virement de fonds d’urgence

En cas de vol, de perte ou dans toute autre situation d’urgence, notre *administrateur* peut vous aider à obtenir des fonds d’urgence qui seront imputés à votre compte de carte de crédit TD.

Remplacement de billets et de documents perdus

En cas de vol ou de perte, notre *administrateur* peut vous aider à remplacer les billets et les documents de voyage nécessaires.

Assistance en cas de perte de bagages

En cas de vol ou de perte, notre *administrateur* peut vous aider à retrouver ou à remplacer vos bagages et vos effets personnels.

Les titulaires de carte *Visa Infinite* TD Remises sont également admissibles à l’assurance pour bagages en retard ou perdus; cependant, cette

assurance est entièrement distincte des services offerts par notre *administrateur*. (Pour les détails, voir votre certificat d'assurance dans le présent document.)

Services de traduction

Notre *administrateur* peut fournir des services de traduction sur-le-champ en cas d'urgence.

Notre *administrateur* procédera de bonne foi pour offrir les services susmentionnés, mais n'assumera aucune responsabilité envers vous si les lois locales, une insurrection, une épidémie, la non-disponibilité de personnel médical, une grève, des intempéries graves, l'inaccessibilité géographique ou d'autres facteurs indépendants de sa volonté retardent, perturbent ou empêchent la prestation de ces services.

ASSURANCE COLLISION/DOMMAGES (« CD ») POUR LES VÉHICULES DE LOCATION

fournie par
Compagnie d'assurance habitation et auto TD
320 Front Street West, 3rd Floor
Toronto (Ontario) M5V 3B6

Le certificat d'assurance ci-dessous s'applique à la carte *Visa Infinite* TD Remises, désignée comme étant une « carte de crédit TD » dans le texte du certificat.

Le présent certificat contient une clause pouvant limiter le montant payable.

Veillez noter qu'en Alberta et en Colombie-Britannique, les conditions prévues par la loi sont réputées faire partie de tout contrat prévoyant une assurance contre les pertes ou les dommages liés aux biens et ces conditions prévues par la loi font partie de la présente police.

Certificat d'assurance

Veillez lire attentivement le présent certificat. Il donne un aperçu de la nature de l'assurance collision/dommages pour les véhicules de location, des sinistres couverts et des modalités d'indemnisation prévues lorsque *vous* louez et conduisez un de ces véhicules, sans toutefois souscrire la garantie d'exécution pour les dommages par collision (« **EDC** ») ou toute autre garantie équivalente offerte par l'*agence de location*. En outre, il expose la procédure à suivre en cas de sinistre. Veuillez garder le présent certificat en lieu sûr et l'emporter chaque fois que *vous* voyagez.

Depuis le 1^{er} septembre 2010, Compagnie d'assurance habitation et auto TD (ci-après désignée la « Compagnie ») fournit l'assurance décrite dans le présent certificat, au titre de la police n° TDV092010 (ci-après désignée la « police »).

Le présent certificat n'est pas un contrat d'assurance. Il ne contient que les grandes lignes des principales dispositions de la police.

Toutes les garanties sont régies exclusivement par les dispositions de la police, qui seule constitue le contrat aux termes duquel les paiements sont effectués.

L'émetteur de la carte ou la Compagnie sont libres d'annuler, de remplacer ou de modifier la protection en tout temps avec un préavis écrit d'au moins 30 jours au titulaire de carte principal.

Pour *vous* permettre de mieux comprendre le présent document, quelques termes clés sont définis ci-dessous :

ADMINISTRATEUR : le fournisseur de services établi par la Compagnie afin de fournir de l'assistance quant au paiement des demandes de règlement et les services administratifs aux termes de la police.

AGENCE DE LOCATION : une *agence de location* de voitures qui détient un permis pour louer des véhicules et qui fournit un contrat de location. Il est entendu que, dans le présent certificat d'assurance, « agence de location » renvoie à la fois aux agences de location traditionnelles et aux programmes d'autopartage.

AUTOPARTAGE : un club de location de voitures qui offre à ses membres, 24 heures sur 24, l'accès à un parc d'automobiles stationnées à des endroits commodes.

COMPTE : signifie le compte dont la TD effectue la tenue pour la carte de crédit TD.

GARANTIE EDC DE L'AGENCE DE LOCATION : garantie facultative d'exonération en cas de dommages par collision, ou garantie équivalente, offerte par les *agences de location* de voitures, qui libère le locataire de sa responsabilité financière si le véhicule est endommagé ou volé pendant que le contrat de location est en vigueur. La garantie EDC de l'*agence de location* n'est pas une assurance.

PERSONNE ASSURÉE : 1) *vous*, le *titulaire de carte*, qui *vous* présentez en personne à l'*agence de location*, signez le contrat de location, refusez de souscrire la garantie EDC de l'*agence de location* ou toute garantie équivalente, prenez possession du véhicule de location et *vous* conformez aux dispositions de la police; 2) toute autre personne qui conduit le véhicule de location avec *votre* autorisation, que cette personne soit mentionnée ou non dans le contrat de location, ou que l'*agence de location* ait été informée ou non de son identité au moment de la location, à condition que *vous* et tous les conducteurs du véhicule répondiez aux exigences du contrat de location et en respectiez les dispositions, soyez détenteurs d'un permis de conduire valide et soyez autorisés à conduire le véhicule de location en vertu des lois du lieu où ce véhicule sera utilisé.

Important : Veuillez communiquer avec *votre* assureur et l'*agence de location* pour vérifier si vos assurances responsabilité civile, dommages corporels et dommages matériels, ainsi que celles de tous les autres conducteurs du véhicule de location, sont adéquates. **La police rattachée au présent certificat ne couvre que les sinistres mentionnés ci-dessous.**

PRIVATION DE JOUISSANCE : renvoie au montant versé à l'*agence de location* pour l'indemniser lorsqu'un véhicule ne peut plus être offert en location parce qu'il est en réparation par suite de dommages subis pendant la période de location.

TITULAIRE DE CARTE : désigne le *titulaire de carte principal* ainsi que tout *titulaire de carte supplémentaire*, conformément au Contrat du titulaire de carte.

TITULAIRE DE CARTE PRINCIPAL : désigne la personne ayant fait une demande de carte de crédit TD, dont le nom figure au *compte* et à qui une carte de crédit TD a été émise.

TITULAIRE DE CARTE SUPPLÉMENTAIRE : désigne une personne à qui une carte de crédit TD a été émise sur autorisation du *titulaire de carte principal*.

VOITURES DÉTAXÉES : entente de location à court terme (de 17 jours à 6 mois), permettant aux touristes de louer un véhicule exempt de taxe, par l'intermédiaire d'un contrat de type achat-rachat. Le programme d'assurance collision/dommages ne fournira pas de protection pour les véhicules loués dans les agences qui offrent des voitures détaxées.

VOUS, VOTRE, VOS : s'entendent d'un *titulaire de carte* de crédit TD dont le nom est gravé sur la carte ou de la personne qui est autorisée à utiliser la carte, conformément au Contrat du titulaire de carte.

A. Coup d'œil sur le programme d'assurance collision/dommages

- Seul le *titulaire de carte* peut louer un véhicule et refuser de souscrire la garantie d'exonération pour les dommages par collision (« **EDC** ») de l'*agence de location* ou toute garantie équivalente qui lui est offerte. La protection ne vise que l'utilisation du véhicule à des fins personnelles ou commerciales par une *personne assurée*.
- *Votre* carte de crédit TD doit être en règle.
- *Vous* devez commencer et terminer toute l'opération de location avec la même carte de crédit TD.
- Le coût total de location doit être porté à *votre* carte de crédit TD pour que la protection puisse entrer en vigueur.
- La protection est limitée à un véhicule de location à la fois, c'est-à-dire que s'il y a plus d'un véhicule loué par le *titulaire de carte* pendant la même période, seule la première location sera admissible à cette prestation.
- La période de location du (des) même(s) véhicule(s) ne doit pas dépasser quarante-huit (48) jours consécutifs. Pour briser le cycle de jours consécutifs, une journée civile complète doit s'écouler entre les périodes de location. Si la période de location dépasse quarante-huit (48) jours consécutifs, la protection est sans effet dès le premier jour, c'est-à-dire qu'elle n'est offerte ni pour les 48 premiers jours consécutifs, ni pour les jours subséquents. La protection ne peut pas être prolongée pour une durée dépassant quarante-huit (48) jours, que ce soit en renouvelant le contrat de location ou en prenant un nouveau contrat, auprès de la même *agence de location* ou d'une autre agence, pour le même véhicule ou tout autre véhicule.
- La protection est limitée aux sinistres subis par le véhicule de location (y compris le vol), à concurrence de la valeur de rachat courante du véhicule, plus les frais de *privation de jouissance* acceptables.
- Dans le cadre du contrat de location, le *titulaire de carte* doit refuser de souscrire la garantie EDC ou toute garantie équivalente offerte par l'*agence de location*. (Le programme d'assurance collision/

dommages ne prend pas en charge la prime demandée par l'agence de location pour la garantie EDC.)

- La plupart des véhicules sont couverts par la police. (La liste des véhicules exclus figure dans la partie du certificat intitulée « **Types de véhicules couverts** »).
- Le programme d'assurance collision/dommages protège le *titulaire de carte* lorsque le coût intégral de la location d'un véhicule (selon les frais d'utilisation et de kilométrage) est payé à l'aide de *votre* carte de crédit TD et que l'assurance collision/dommages du programme d'*autopartage* est refusée.
- La protection est offerte partout où la loi ne l'interdit pas.
- On doit déclarer les sinistres dans les quarante-huit (48) heures, en composant le **1-800-880-6497** (depuis le Canada ou les États-Unis) ou le **416-977-3772** (appel à frais virés).

VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT CE QUI SUIT POUR EN SAVOIR D'AVANTAGE SUR LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET LES EXCLUSIONS DE LA POLICE.

Vous êtes couvert par le programme d'assurance collision/dommages (« CD ») lorsque *vous* utilisez *votre* carte de crédit TD aux fins du paiement de la location d'un véhicule et que *vous* refusez de souscrire la garantie EDC ou toute garantie équivalente offerte par l'agence de location. Le programme d'assurance CD *vous* est offert sans frais supplémentaires de *votre* part. L'assurance *vous* indemnise ou indemnise l'agence de location en cas de sinistre, à concurrence de la valeur de rachat courante du véhicule de location et des frais de *privation de jouissance* acceptables de l'agence de location, pourvu que les conditions exposées ci-dessous soient remplies.

B. Protection

Le programme d'assurance CD prévoit une assurance en première ligne (sauf en ce qui a trait aux sinistres dont le règlement ne *vous* incombe pas ou qui peuvent être pris en charge par l'agence de location ou son assureur et dans le cas où une loi sur l'assurance en vigueur dans le territoire de compétence prescrit d'autres dispositions), qui rembourse le montant dû à l'agence de location, à concurrence de la valeur de rachat courante du véhicule de location endommagé ou volé, et de tous frais de *privation de jouissance* qui sont acceptables et qui résultent de dommages ou d'un vol survenus alors que le véhicule *vous* était loué.

La période de location du (des) même(s) véhicule(s) ne doit pas dépasser quarante-huit (48) jours consécutifs. Si *vous* louez le(s) même(s) véhicule(s) pendant plus de quarante-huit (48) jours consécutifs, la protection est sans effet pendant la période de location, quelle qu'en soit la durée.

AUCUN REMBOURSEMENT n'est prévu relativement à un sinistre découlant directement ou indirectement de ce qui suit :

1. utilisation d'un véhicule de remplacement dont le coût de location, en tout ou en partie, est couvert par *votre* assurance automobile;
2. responsabilité civile;
3. préjudice personnel et dommages matériels, sauf en ce qui a trait au véhicule de location ou à ses accessoires;

4. conduite du véhicule de location par toute *personne assurée* qui est en état d'ébriété ou sous l'influence de stupéfiants;
5. perpétration d'un acte malhonnête, frauduleux ou criminel par toute *personne assurée*;
6. usure normale, détérioration graduelle, panne mécanique ou électrique, vice propre, dommages dus à la nature même du risque, insectes ou vermine;
7. non-respect des dispositions du contrat de location, sauf dans les cas suivants :
 - a) les *personnes assurées* qui répondent à la définition qu'en donne le présent certificat sont autorisées à conduire le véhicule de location;
 - b) le véhicule de location peut circuler sur les voies de gravier publiques;
 - c) le véhicule de location peut circuler d'une province ou d'un État à l'autre, au Canada et aux États-Unis, et entre le Canada et les États-Unis.

REMARQUE : La présente assurance couvre les sinistres qui surviennent dans les cas exposés en a), b) ou c) ci-dessus. Cependant, puisque l'assurance responsabilité civile de l'agence de location ne s'applique pas, vous devez vous assurer que votre assurance responsabilité civile à titre privé est adéquate.

8. saisie ou destruction par suite d'une mise en quarantaine ou de l'application de règlements douaniers, ou confiscation par ordre du gouvernement ou d'autres autorités;
9. transport de marchandises de contrebande ou d'articles illicites;
10. guerre ou acte de guerre, hostilités, insurrection, rébellion, révolution, guerre civile, usurpation de pouvoir ou mesure prise par le gouvernement ou d'autres autorités pour empêcher de tels actes ou pour les combattre ou s'en protéger;
11. transport de biens ou de passagers contre rémunération;
12. réaction nucléaire, radiation ou contamination radioactive;
13. dommages causés intentionnellement au véhicule de location par une *personne assurée*.

C. Personnes admissibles à l'assurance

Vous, les personnes assurées qui répondez à la définition qu'en donne le présent certificat, êtes admissibles à l'assurance à condition que :

1. vos privilèges en vertu de *vosre compte* n'aient pas cessé ou été suspendus, et/ou que
2. *vosre compte* ne soit pas en souffrance de plus de quatre-vingt-dix (90) jours.

D. Entrée en vigueur de la protection

Pour que la protection entre en vigueur, *vous* devez :

1. utiliser *vosre* carte de crédit TD aux fins du paiement de tous les frais de location à *l'agence de location*;

2. refuser de souscrire la garantie EDC ou toute garantie équivalente offerte par l'*agence de location* dans le cadre du contrat de location. Si aucun espace n'est prévu dans le contrat de location afin d'indiquer que *vous* avez refusé la protection, mentionnez alors par écrit sur le contrat : « Je refuse la garantie EDC fournie par cet agent ».
- Le véhicule de location qui fait partie d'un forfait de voyage prépayé est assuré pourvu que tout le forfait ait été payé à l'aide de *votre* carte de crédit TD.
 - *Vous* êtes couvert si *vous* avez droit à une « location sans frais » par suite d'une promotion dans le cadre de laquelle *vous* avez eu à effectuer une location que *vous* avez payée en entier à l'aide de *votre* carte de crédit TD.
 - Si *vous* avez droit à des jours de « location sans frais » dans le cadre du programme de remises TD (ou autre programme de carte de crédit TD similaire), *vous* êtes couvert pour le nombre de jours de location sans frais. Si ceux-ci sont combinés avec des jours de location dont *vous* payez le coût prévu, le solde doit être versé en entier à l'aide de *votre* carte de crédit TD.

E. Fin de la protection

La protection N'EST PAS EN VIGUEUR dans les cas suivants :

1. L'*agence de location* reprend possession du véhicule;
2. La police rattachée au présent certificat est résiliée;
3. *Votre* période de location excède quarante-huit (48) jours consécutifs, ou *vous* prolongez *votre* période de location au-delà de la durée de quarante-huit (48) jours consécutifs, en renouvelant *votre* contrat de location ou en prenant un nouveau contrat, auprès de la même *agence de location* ou d'une autre agence, pour le même véhicule ou tout autre véhicule;
4. *Votre* carte de crédit TD est annulée ou les droits qu'elle *vous* confère sont supprimés pour tout autre motif.

F. Lieux où la protection est offerte

Cette protection est offerte 24 heures sur 24, à moins qu'elle ne soit interdite par une loi ou qu'elle ne déroge (autrement qu'il est prévu en 7 a), b) ou c) de la partie B ci-dessus) aux règles en vigueur dans la région où est conclu le contrat de location.

(Veuillez *vous* reporter à la partie intitulée « **Conseils pratiques** » pour des suggestions relativement aux endroits où est susceptible d'être contestée l'utilisation de cette protection et aux mesures à prendre si une *agence de location* fait des difficultés quant à la location ou au retour d'un véhicule.)

G. Types de véhicules couverts

Les types de véhicules de location couverts sont les suivants :

L'ensemble des voitures, véhicules utilitaires sports et minifourgonnettes (définies comme des fourgonnettes produites par un fabricant de voitures, classées par lui ou par les autorités dans la catégorie des fourgonnettes pouvant accueillir huit (8) passagers au plus en comptant le conducteur,

et utilisées exclusivement aux fins du transport de passagers et de leurs bagages), à l'exception des véhicules qui figurent dans les exclusions ci-dessous.

Les véhicules suivants NE SONT PAS couverts :

1. fourgonnettes, fourgonnettes-cargos ou minifourgonnettes-cargos (autres que les minifourgonnettes décrites ci-dessus);
2. camions, camionnettes ou tout véhicule pouvant facilement être converti en camionnette;
3. limousines;
4. véhicules tout-terrains, c'est-à-dire tout véhicule utilisé sur des voies non publiques, à moins que ce ne soit pour entrer sur des terrains privés et en sortir;
5. motocyclettes, cyclomoteurs et vélomoteurs;
6. remorques, caravanes, véhicules de plaisance ou véhicules non autorisés à circuler sur la voie publique;
7. véhicules servant à pousser ou à tirer des remorques ou tout autre objet;
8. minibus et autobus;
9. tout véhicule dont le prix de détail suggéré par le fabricant, à l'exclusion de toutes les taxes, excède soixante-cinq mille dollars (65 000 \$) canadiens, au moment et au lieu du sinistre;
10. voitures rares, c'est-à-dire les voitures Aston Martin, Bentley, Bricklin, Daimler, DeLorean, Excalibur, Ferrari, Jensen, Lamborghini, Lotus, Maserati, Porsche, Rolls Royce;
11. tout véhicule entièrement ou partiellement fabriqué ou fini à la main, ou produit en quantité inférieure à 2 500 unités par année;
12. véhicules anciens, c'est-à-dire de plus de vingt (20) ans ou dont on a cessé la fabrication depuis au moins dix (10) ans;
13. *voitures détaxées.*

Les voitures de luxe comme la BMW, la Cadillac, la Lincoln et la Mercedes-Benz sont couvertes dans la mesure où elles respectent les exigences ci-dessus.

EN CAS D'ACCIDENT OU DE VOL

- **Dans les quarante-huit (48) heures**, communiquez avec l'*administrateur* en composant le **1-800-880-6497** (appel sans frais), si vous êtes au Canada ou aux États-Unis, ou le **416-977-3772** (appel à frais virés). Le représentant de l'*administrateur* répondra à vos questions et vous fera parvenir un formulaire de demande de règlement.
- Convenez avec l'*agence de location* qui de vous deux présentera la demande de règlement.
- **Si l'agence de location règle le sinistre directement avec l'assureur**, vous devez remplir le formulaire de rapport d'accident et céder à l'*agence de location* le droit de présenter la demande de règlement en *vo*tre nom sur le formulaire prescrit ou sur tout autre formulaire autorisé. Vous devez vous rappeler que

*vo*tre responsabilité demeure engagée relativement aux dommages et qu'on peut communiquer avec *vous* ultérieurement pour que *vous* fournissiez des renseignements complémentaires aux fins de l'étude de la demande de règlement. L'*agence de location* peut transmettre les pièces demandées, par télécopieur, sans frais, si elle est située au Canada ou aux États-Unis, au **1-877-661-3566**. Ailleurs, le numéro de télécopieur à utiliser est le **519-742-9471**. Des pièces originales pourront être exigées dans certains cas. (Si *vous* avez des questions ou si *vous* éprouvez des difficultés quelconques, ou si *vous* souhaitez que l'*administrateur* des demandes de règlement intervienne directement, veuillez composer le numéro indiqué ci-dessus.)

- **Si *vous* présentez *vous-même* la demande de règlement**, *vous* devez d'abord appeler l'*administrateur* des demandes de règlement dans les quarante-huit (48) heures de la survenance du sinistre. *Vous* devez ensuite présenter *vo*tre demande de règlement dans les quarante-cinq (45) jours de la découverte du sinistre, avec toutes les pièces demandées ci-dessous qu'il *vous* est alors possible de fournir. *Vous* avez un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date de la survenance du sinistre pour fournir toutes les pièces exigées à l'*administrateur* des demandes de règlement.
- Les pièces suivantes sont nécessaires :
 - la demande de règlement remplie et signée;
 - *vo*tre facture attestant que *vous* avez porté la totalité des frais de location sur *vo*tre carte de crédit TD;
 - l'original du contrat de location;
 - la déclaration de sinistre, si possible;
 - la facture détaillée des réparations ou, à défaut, une copie de l'estimation des dommages;
 - tout reçu relatif à des réparations payées;
 - le rapport de police, si possible;
 - une copie de *vo*tre relevé provisoire ou définitif si des frais de réparation ont été portés à *vo*tre compte.

En règle générale, les sinistres sont réglés dans un délai de quinze (15) jours après réception des pièces nécessaires par l'*administrateur* des demandes de règlement. Si une demande ne peut pas être étudiée à la lumière des renseignements fournis, on ferme le dossier.

Une fois que la Compagnie aura réglé le sinistre, *vos* droits et recours relativement à l'indemnité versée par elle pour les dommages subis alors que *vous* étiez responsable du véhicule de location devront lui être cédés. La Compagnie aura donc le droit d'intenter, à ses frais, des poursuites en *vo*tre nom. Si elle décide de poursuivre un tiers en *vo*tre nom, *vous* devrez fournir à la Compagnie toute l'assistance qu'elle peut raisonnablement demander pour être en mesure d'exercer ses droits et recours. *Vous* pourrez être appelé à apposer *vo*tre signature sur tous les documents nécessaires pour permettre à la Compagnie d'intenter des poursuites en *vo*tre nom.

À partir du moment où *vous* déclarez un sinistre, un dossier est ouvert et il le demeure pendant une période de six (6) mois à compter de la survenance du sinistre. Le paiement, en tout ou en partie, d'une demande de règlement appuyée de toutes les pièces justificatives exigées par l'*administrateur* des demandes de règlement ne saurait être effectué plus de six (6) mois après la survenance du sinistre.

Vous prendrez toutes les précautions nécessaires et ferez tout en *votre* pouvoir pour éviter ou restreindre tout sinistre touchant les biens assurés au titre du programme d'assurance CD.

Si *vous* présentez intentionnellement une demande de règlement qui est frauduleuse ou qui comporte une fausse déclaration de quelque nature que ce soit, *vous* cesserez d'avoir droit aux avantages de cette protection et au paiement de toute demande de règlement présentée au titre de la police.

H. Délai de prescription applicable aux poursuites judiciaires

Toute action ou procédure intentée contre un assureur pour recouvrer des montants d'assurance payables aux termes du contrat est absolument interdite, sauf si elle est entamée dans les délais indiqués dans la loi intitulée *Insurance Act* (pour les actions ou procédures régies par les lois de l'Alberta et de la Colombie-Britannique), *la Loi sur les assurances* (pour les actions ou procédures régies par les lois du Manitoba), *la Loi de 2002 sur la prescription des actions* (pour les actions ou procédures régies par les lois de l'Ontario), *le Code civil du Québec* (pour les actions ou procédures régies par les lois du Québec) ou toute autre loi applicable.

Conseils pratiques

Avant de louer un véhicule, renseignez-*vous* pour savoir si *vous* pouvez refuser de souscrire la garantie EDC offerte par l'*agence de location*, sans être obligé de verser une caution. Si possible, choisissez une agence qui offre un excellent tarif ET qui *vous* permet de refuser cette garantie sans caution.

Dans certains pays, les *agences de location* peuvent tenter de s'opposer à ce que *vous* refusiez de souscrire leur garantie EDC. Elles *vous* inciteront peut-être à souscrire cette garantie ou à verser une caution. Si *vous* faites face à des difficultés lorsque *vous* voulez bénéficier des avantages de *votre* assurance collision/dommages, veuillez composer le **1-800-880-6497** (appel sans frais) depuis le Canada ou les États-Unis ou le **416-977-3772** (appel à frais virés) et donner les renseignements suivants :

- le nom de l'*agence de location* en cause;
- l'adresse de cette *agence*;
- la date de la location;
- le nom du représentant avec lequel *vous* avez parlé et le numéro de *votre* contrat de location.

On contactera l'*agence de location* pour lui faire connaître le programme d'assurance CD.

Dans certains endroits, la loi exige que les *agences de location* fournissent une garantie d'exonération des dommages par collision dont le prix est

inclus dans celui de la location du véhicule. Dans ces endroits (et au Costa Rica ou ailleurs où les *titulaires de carte* peuvent être tenus d'accepter la garantie EDC), le programme d'assurance CD couvrira toute franchise applicable, pourvu que la procédure décrite dans le présent ce certificat soit suivie et que toute franchise relative à la garantie d'exonération de l'*agence* ait été refusée dans le cadre du contrat de location.

Vous ne serez remboursé d'aucune somme que vous pourriez avoir versée afin de souscrire la garantie EDC offerte par l'agence de location.

Avant de conduire et après avoir conduit le véhicule de location, vérifiez s'il a des éraflures ou des bosselures. Le cas échéant, prenez soin de les indiquer à un représentant de l'*agence de location*.

Si le véhicule a subi des dommages de quelque nature que ce soit, composez immédiatement un des numéros fournis dans le présent certificat et ne signez aucun document vierge relativement à la valeur des dommages et aux frais de *privation de jouissance*, ou au coût approximatif de réparation du véhicule et aux frais de *privation de jouissance*. L'*agence de location* pourra présenter une demande de règlement en *votre nom*, pour les frais de réparation et de *privation de jouissance*, en suivant la procédure expliquée dans la partie du certificat intitulée « **En cas d'accident ou de vol** ».

ASSURANCE ACHATS ET PROTECTION DE GARANTIE PROLONGÉE

fournie par
Compagnie d'assurance habitation et auto TD
320 Front Street West, 3rd Floor
Toronto (Ontario) M5V 3B6

Le certificat d'assurance ci-dessous s'applique à la carte *Visa Infinite TD Remises*, désignée comme étant une « *carte de crédit TD* » dans le texte du certificat.

Le présent certificat contient une clause pouvant limiter le montant payable.

Certificat d'assurance

Vous trouverez dans le présent document les modalités de la police collective n° TDVP112008 (le « *contrat-cadre* »), établie par la Compagnie d'assurance habitation et auto TD (l'« *assureur* ») pour La Banque Toronto-Dominion, portant sur l'assurance achats et la protection de garantie prolongée et en vigueur dès le 1^{er} décembre 2008.

Veillez noter qu'en Alberta, les conditions prévues par la loi sont réputées faire partie de tout contrat prévoyant une assurance contre les pertes ou les dommages liés aux biens et ces conditions prévues par la loi font partie de la police collective.

Les termes qui figurent en *italique* dans le présent certificat sont définis à l'article 1.

Article 1 – Définitions

Par ADMINISTRATEUR, on entend le fournisseur de services établi par l'assureur afin de fournir l'assistance quant au paiement des réclamations et aux services administratifs aux termes de la police.

Par ARTICLE ASSURÉ, on entend un article neuf (une paire ou un ensemble est considéré comme un article) pour usage personnel et dont le *prix d'achat total* a été porté au *compte du titulaire de compte*.

Par COMPTE, on entend le *compte* de carte de crédit TD auquel *vous* avez accès avec *votre* carte de crédit TD ou des chèques *Visa* TD.

Par GARANTIE DU FABRICANT, on entend une garantie explicite écrite et émise par le fabricant de l'*article assuré*, ou en son nom, au lieu d'achat et au moment de l'achat de l'*article assuré*; ladite *garantie* doit être valable au Canada.

Par PRIX D'ACHAT, on entend le coût réel payé par le *titulaire de compte* pour l'*article assuré*, y compris toute taxe de vente applicable.

Le TITULAIRE DE CARTE PRINCIPAL est une personne qui a signé une demande de carte de crédit TD, dont le nom figure au compte et à qui une carte de crédit TD a été émise.

Le TITULAIRE DE CARTE SUPPLÉMENTAIRE est une personne à qui une carte de crédit TD a été émise avec l'autorisation du *titulaire de carte principal*.

Le TITULAIRE DE COMPTE est le *titulaire de carte principal* auquel le relevé de compte mensuel est envoyé et qui est un résident du Canada, et tout *titulaire de carte supplémentaire* qui est un résident du Canada. Le *titulaire de compte* peut aussi être désigné par « vous », « votre » ou « vos ».

Article 2 – Indemnités d'assurance

a) Assurance achats

Le programme d'assurance achats protège automatiquement la plupart des *articles assurés* réglés avec la carte de crédit TD et couvre tous les risques de pertes ou de dommages matériels directs durant les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date d'achat, à l'exception des cas mentionnés dans le présent document. Ce programme est valable dans le monde entier et s'ajoute à toute autre assurance applicable. Si l'article est perdu, volé ou endommagé, il sera soit remplacé, soit réparé, ou le *titulaire de compte* sera remboursé du *prix d'achat*. Cette protection est fournie sans frais supplémentaires.

b) Protection de garantie prolongée

- i) Le programme de protection de garantie prolongée accroit automatiquement la période de garantie des *articles assurés* et commence immédiatement après que la *garantie du fabricant* prend fin, et ce, pour une période applicable équivalant à la *garantie du fabricant* ou à un an, selon la première des deux échéances. Cette protection s'applique à la plupart des articles réglés avec la carte de crédit TD à condition que la *garantie du fabricant* soit valable au Canada (la protection automatique est limitée aux garanties valables pour cinq (5) ans ou moins). Les *garanties du fabricant* de plus de cinq ans sont couvertes si elles sont enregistrées auprès de l'*administrateur* au cours de la première année qui suit l'achat de l'article.
- ii) Pour qu'un *article assuré* et garanti pour plus de cinq (5) ans puisse être enregistré pour la protection de garantie prolongée, le *titulaire de compte* doit communiquer avec l'*administrateur* et lui fournir ce qui suit :
 - copie de la facture;

- reçu d'opération par carte de crédit ou relevé de carte de crédit;
- numéro de série de l'article, si disponible;
- *garantie du fabricant* initiale, valable au Canada; et
- description du produit.

Cette protection est offerte sans frais supplémentaires.

Article 3 – Limites de la police

L'indemnité globale maximum à vie s'élève à 60 000 \$ par *titulaire de compte* pour toutes les cartes de crédit TD que possède le *titulaire de compte*. Le *titulaire de compte* ne pourra toucher une somme supérieure au *prix d'achat total* de l'*article assuré* tel qu'il est indiqué sur le reçu du *compte* ou sur le relevé de *compte*. Les demandes de règlement pour des articles faisant partie d'une paire ou d'un ensemble seront réglées au *prix d'achat* de la paire ou de l'ensemble, à condition que les pièces de la paire ou de l'ensemble ne puissent être utilisées ou remplacées individuellement. Sous réserve des exclusions, des modalités et des limites de garantie, telles qu'elles sont énoncées dans le présent *certificat*, l'*administrateur* peut à sa seule appréciation décider si :

- a) l'article perdu ou endommagé doit être réparé, reconstruit ou remplacé (en partie ou en entier) et en avisera le *titulaire de compte* dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de réception du rapport de sinistre requis, ou si
- b) un versement comptant pour ledit article doit être effectué, dont la somme ne dépassera pas le *prix d'achat total* porté au *compte*.

Article 4 – Exclusions

Toute perte ou tout dommage de quelque nature que ce soit concernant tout produit, dispositif ou équipement l'empêchant de fonctionner de façon appropriée et imputable au changement de date sera exclu. Cette exclusion s'applique tant à l'assurance achats qu'à la garantie de garantie prolongée.

Assurance achats

- a) La protection ne s'applique pas dans le cas des pertes ou des dommages suivants :
 - i) argent comptant ou équivalent, chèques de voyage, billets et tout autre effet négociable;
 - ii) objets d'art, lingots, monnaies rares ou précieuses;
 - iii) denrées périssables, animaux ou plantes vivantes;
 - iv) bijoux et montres transportés dans les bagages sauf s'il s'agit de bagages à main sous la surveillance personnelle du *titulaire de compte* ou d'une personne voyageant avec lui qu'il connaît déjà;
 - v) automobiles, bateaux à moteur, aéronefs, drones, motocyclettes, scooters ou tout autre véhicule à moteur ainsi que les pièces et accessoires qui s'y rattachent;
 - vi) dépenses auxiliaires encourues à l'égard de l'*article assuré*, mais ne faisant pas partie du *prix d'achat*;
 - vii) pièces et/ou frais de main-d'œuvre à la suite d'une panne mécanique;

- viii) articles usagés ou déjà possédés, y compris les antiquités et les articles en montre;
 - ix) tout article acheté ou utilisé par une entreprise ou à des fins commerciales;
 - x) articles consommés à l'usage;
 - xi) tous les services.
- b) Les pertes ou dommages résultant des risques suivants ne sont pas couverts :
- i) abus ou fraude;
 - ii) inondation ou tremblement de terre;
 - iii) guerre, invasion, hostilités, rébellion, insurrection, terrorisme, confiscation par des autorités, contrebande ou activité illégale;
 - iv) usure normale;
 - v) disparition mystérieuse (c'est-à-dire disparition d'une manière inexplicable avec absence de preuve qu'il s'agit d'un acte de malveillance);
 - vi) contamination radioactive;
 - vii) défauts inhérents au produit;
 - viii) cours normal des choses;
 - ix) actes ou omissions volontaires; et
 - x) dommages indirects, accessoires ou consécutifs, y compris les blessures, les dégâts matériels, les pertes économiques, les dommages punitifs ou exemplaires ainsi que les frais juridiques.

Protection de garantie prolongée

En plus des exclusions stipulées dans la *garantie du fabricant*, le présent police ne couvre pas les éléments suivants :

- i) usure normale, réduction progressive du rendement, négligence, mauvais usage et abus;
- ii) automobiles, bateaux à moteur, aéronefs, drones, motocyclettes, scooters et tout autre véhicule à moteur, y compris les pièces et accessoires qui s'y rattachent;
- iii) actes ou omissions volontaires, et installation ou modification incorrectes;
- iv) dépenses auxiliaires;
- v) articles usagés ou déjà possédés, y compris les articles en montre;
- vi) tout article acheté ou utilisé par une entreprise ou à des fins commerciales;
- vii) dommages consécutifs y compris les blessures, les dégâts matériels, les pertes économiques, les dommages punitifs ou exemplaires ainsi que les frais juridiques; et
- viii) défauts inhérents au produit.

Article 5 – Demandes de règlement

Le *titulaire de compte* doit fournir à l'*administrateur* une preuve de sinistre qui doit comprendre un rapport de sinistre signé.

a) Premier avis

Si vous avez subi des pertes couvertes par le régime d'assurance achats ou de protection de garantie prolongée, vous devez communiquer avec l'administrateur dans les quarante-cinq (45) jours suivant la date de la perte ou du dommage.

Appelez sans frais, entre 8 h et 20 h, heure de l'Est du lundi au vendredi au numéro suivant : **1-800-667-8031 ou 416-977-0283**

Ou écrivez aux

Services d'assurance - Cartes de crédit TD

a/s de Allianz Global Assistance

P.O. Box 277

Waterloo (Ontario)

N2J 4A4

Télécopieur : 1-877-661-3566 ou 519-742-9471

Le titulaire de compte devra fournir les renseignements suivants au téléphone ou par écrit :

- nom, adresse et numéro de téléphone;
- numéro de compte utilisé pour l'achat de l'article assuré;
- description de l'article assuré; et
- date, endroit, montant et cause de la perte ou du dommage.

b) Preuve écrite

i) Assurance achats

Dans le cas où la demande est couverte par le régime d'assurance achats, un rapport de sinistre sera posté par l'administrateur. Vous devez le remplir et le retourner dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de la perte ou du dommage.

Le rapport de sinistre devra inclure, sans y être limité :

- une copie du reçu ou du relevé de compte;
- une copie de la facture du magasin;
- le numéro de série de l'article assuré (s'il y a lieu); et
- tout autre renseignement raisonnable requis par l'administrateur, comme le rapport des autorités policières ou la demande de règlement d'assurance.

ii) Protection de garantie prolongée

Vous devez communiquer les renseignements indiqués ci-dessus avant de faire réparer ou de remplacer l'article. L'administrateur devra :

1. autoriser la réparation, selon le cas, et
2. demander au titulaire de compte de
 - retourner l'article assuré à l'entreprise chargée de l'entretien, dont le nom figure dans la garantie du fabricant;
 - demander au commerçant autorisé de communiquer avec l'assureur; et, si l'article est réparable,
 - payer la réparation et présenter :
 - une copie du reçu ou du relevé de compte;

- une copie de la facture de réparation payée;
- une copie de la facture du magasin;
- le numéro de série de l'*article assuré*; et
- une copie de la *garantie du fabricant*.

Dans le cas où l'*article assuré* n'est pas réparable, il faut fournir tous les renseignements applicables à l'*administrateur* tels qu'ils sont décrits ci-dessus. L'*administrateur* peut demander au *titulaire de compte* d'envoyer à ses frais l'*article assuré* endommagé à un endroit désigné par l'*administrateur*.

Si la demande de règlement porte sur un *article assuré* qui a été offert en cadeau, elle peut être faite par le *titulaire de compte* ou par la personne qui a reçu le cadeau, à condition que ladite demande soit conforme aux conditions du présent certificat.

Article 6 – Cessation de l'assurance

Cette assurance cesse à la première à survenir des dates suivantes :

- a) *votre compte* est fermé;
- b) *votre compte* est en retard de quatre-vingt-dix (90) jours ou plus; cependant la protection revient en vigueur automatiquement lorsque *votre compte* est remis en règle;
- c) le contrat-cadre est annulé; cependant l'assureur reste responsable d'une demande de règlement découlant d'un sinistre survenu avant la date de cessation et dans la mesure où la demande est valable sous tous les autres aspects.

Article 7 – Modalités générales

AUTRE ASSURANCE. L'assurance achats s'ajoute à toute autre assurance ou indemnité valable et recouvrable que le *titulaire de compte* possède. L'assureur ne sera responsable que du montant non couvert par d'autres assurances ou indemnités ainsi que du montant de franchise applicable, à condition que toutes les autres assurances soient épuisées, et conformément aux exclusions, conditions et limites du contrat-cadre. Cette assurance ne sera pas applicable en tant qu'assurance contributive et cette « non-contribution » prévaudra malgré toute autre disposition de non-contribution d'une autre police d'assurance ou d'indemnité ou d'un contrat.

SUBROGATION. Après que le règlement de la demande, de la perte ou du dommage a été payé par l'assureur au *titulaire de compte*, l'assureur sera subrogé dans la mesure du coût dudit paiement pour tous les droits et tous les recours du *titulaire de compte* à l'encontre de toute partie, en ce qui a trait à ces pertes ou à ces dommages et pourra, à ses frais, poursuivre en justice au nom du *titulaire de compte*. Le *titulaire de compte* devra, dans la mesure du possible, fournir toute aide à l'assureur pour que ce dernier puisse obtenir ses droits et recours, et notamment fournir tous les documents nécessaires pour que l'assureur puisse engager des poursuites judiciaires au nom du *titulaire de compte*.

POUR LE TITULAIRE DE COMPTE SEULEMENT. La protection offerte par les régimes d'assurance achats et de protection de garantie prolongée ne s'adresse qu'au *titulaire de compte*. Aucune autre personne physique ou morale n'a droit aux indemnités offertes, aux recours ou règlements, de façon ni légale ni équitable.

DILIGENCE RAISONNABLE. Le *titulaire de compte* doit faire preuve de la diligence raisonnable pour éviter ou au moins diminuer les risques de perte ou de dommage concernant les articles couverts par le contrat-cadre. Quand les dommages ou les pertes sont le résultat d'un acte de malveillance, d'un vol à main armée, d'un cambriolage, d'une tentative quelconque de ces actes, ou s'il semble qu'un de ces actes soit la cause du sinistre, le *titulaire de compte* devra en aviser immédiatement les autorités policières ou autres compétences. L'assureur demandera la preuve de cet avis avec le rapport de sinistre avant que la demande puisse être réglée.

DEMANDE FRAUDULEUSE. Si un *titulaire de compte* fait une demande de règlement qu'il sait être fausse ou frauduleuse, il ne pourra plus bénéficier de la présente protection et ne pourra plus faire une demande de règlement aux termes du contrat-cadre.

DÉLAI DE PRESCRIPTION APPLICABLE AUX POURSUITES JUDICIAIRES.

Toute action ou procédure intentée contre un assureur pour recouvrer des montants d'assurance payables aux termes du contrat est absolument interdite, sauf si elle est entamée dans les délais indiqués dans la loi intitulée *Insurance Act* (pour les actions ou procédures régies par les lois de l'Alberta et de la Colombie-Britannique), la *Loi sur les assurances* (pour les actions ou procédures régies par les lois du Manitoba), la *Loi de 2002 sur la prescription des actions* (pour les actions ou procédures régies par les lois de l'Ontario), le *Code civil du Québec* (pour les actions ou procédures régies par les lois du Québec) ou toute autre loi applicable.

CONTRAT-CADRE. Le présent certificat ne constitue pas une police d'assurance. Dans le cas d'incompatibilité entre la description fournie dans le présent certificat et le contrat-cadre, les modalités du contrat-cadre prévaudront. En aucun cas, le fait de détenir plusieurs certificats ou *comptes de carte de crédit TD* ne donne le droit à la *personne assurée* d'obtenir des indemnités supérieures à celles qui sont décrites dans le présent certificat pour un même sinistre.

Toutes les marques de commerce appartiennent à leurs propriétaires respectifs.

* Marque de commerce détenue par Visa International Service Association et utilisée sous licence.

^{MD} Le logo TD et les autres marques de commerce sont la propriété de La Banque Toronto-Dominion.

